

N° 101

RAIDS

ISSN 0769-4814

ALLEMAGNE :
LE DEPART DE
L'ARMEE ROUGE

TECHNIQUES :
LES NOUVEAUX
MATERIELS

FICHE :
L'AML-90 AU
COMBAT

DOSSIER :
L'INTERVENTION
FRANCAISE
AU RWANDA

N° 101 - OCTOBRE 1994 - 31 PAGES - 26 FB - 9,60 FS - 6,95 \$ CAN

M 2109 - 101 - 31,00 F



SOMMAIRE

N° 101


DOSSIER :
L'OPERATION
« TURQUOISE »
AU RWANDA

 Réalisé par Yves DEBAY,
 avec l'aide d'Eric MICHELETTI

Le COS au Rwanda 6
Les bérets verts sur les collines du Rwanda 12
Comprendre le Rwanda 22
Avec les marsouins face au FPR 24
La MINUAR II 31
Le Front patriotique rwandais 32
FICHE TECHNIQUE
L'AML-90
33

GUERRE FROIDE
L'armée Rouge quitte
l'Allemagne

 par Jean-Jacques CECILE **38**

LES NOUVEAUX MATERIELS

par Eric MICHELETTI

46
L'INVITE DU MOIS
Le parachutiste péruvien
56
En couverture.

Au Rwanda, deux marsouins de l'opération Turquoise effectuent une patrouille le long de la « zone humanitaire sûre » délimitée par le gouvernement français. Cette opération a été l'occasion pour l'armée française de montrer son professionnalisme face à la marée humaine des réfugiés poussés par l'avance des troupes du FPR.

(Photo Yves Debay)

Directeur de la publication et de la rédaction : François Vauvillier.

Administrateur général : Yves Jobert.

Rédacteur en chef : Eric Micheletti.

Secrétaire général de la Rédaction : Jean-Marie Mongin.

Traduction : Jean-Pierre Villaume.

Maquette et infographie : © PLST.

Rédaction : Stéphane Balle, Philippe Charbonnier, Jean-François Colombet, Antoine Demetz, Philippe Teulé, Jean-Louis Viau.

Assistant graphiste : Patrick Lesieur.

Principaux collaborateurs : Robin Adshead, Mike Bushmaster, Antonio E.S. Carmo, Pietro Cedomi, Yves Debay, Brian Dills, Gérard Gorokhoff, Karle Hamilton, Robert Hauterive, Jean-Pascal Héruault, Jean-Pierre Husson, Pierre Kruger, Gérard Moulinet, Pierre Murin, Philippe Perinet, Luca Poggiali, Gilles Rivet, Peter Russell, Miguel Silva Machado.

Publicité : Stéphane Marignac.

Administration, Secrétaire général : Florence Grimaux.

Abonnements, rédaction : Histoire & Collections, 19, avenue de la République, 75011 Paris.

Tél. : 40.21.18.20. Fax : 40.21.97.55.

Tarif : 1 an (12 numéros). France : 330 F. CEE : 399 F.

Vente en kiosque : par NMPP.

Vente au détail : Armes & Collections, 19, Avenue de la République, 75011 Paris.

Tél. : 47.00.68.72.

Distribution aux points de vente spécialisés en France : Histoire & Documents,

5, allée des Battues, 94432 Chennevières-sur-Marne Cédex. Tél. : 45.76.77.41.

Distribution à l'étranger :

● Editeur responsable pour la Belgique : M. Th. Soumilion, 28, avenue Massenet, B-1190 Bruxelles. Tél. : 02/345 91.92. SGB 210-0405835-39. Abonnements : 12 n° : 2 400 FB + 150 FB de port. 24 numéros : 4 600 FB + 295 FB de port.

● Italie : Tuttoatoria, Ermanno Albertelli Editore. Via S. Sonnino, 341, 43100 Parma.

● U.S.A : RZM Imports, PO Box 995, Southbury, CT 06488. Phone : (203) 264 0774.

● Espagne : C.A. Munana, Casado Del Aisal 10, 28014 Madrid.

RAIDS est un mensuel publié par Histoire & Collections, SARL au capital de 247 000 F. Principaux associés : François Vauvillier (gérant), Yves Jobert, Jean Bouchery.

Numéro de commission paritaire : 68 258.

● Photocomposition intégrée Macintosh Centris 650.

● Flashage et Photogravure noire : S.C.I.P.E.

● Photogravure couleur : Scanway.

● Impression : N.I.C.

© Copyright 1994. Reproduction interdite sans accord écrit préalable.

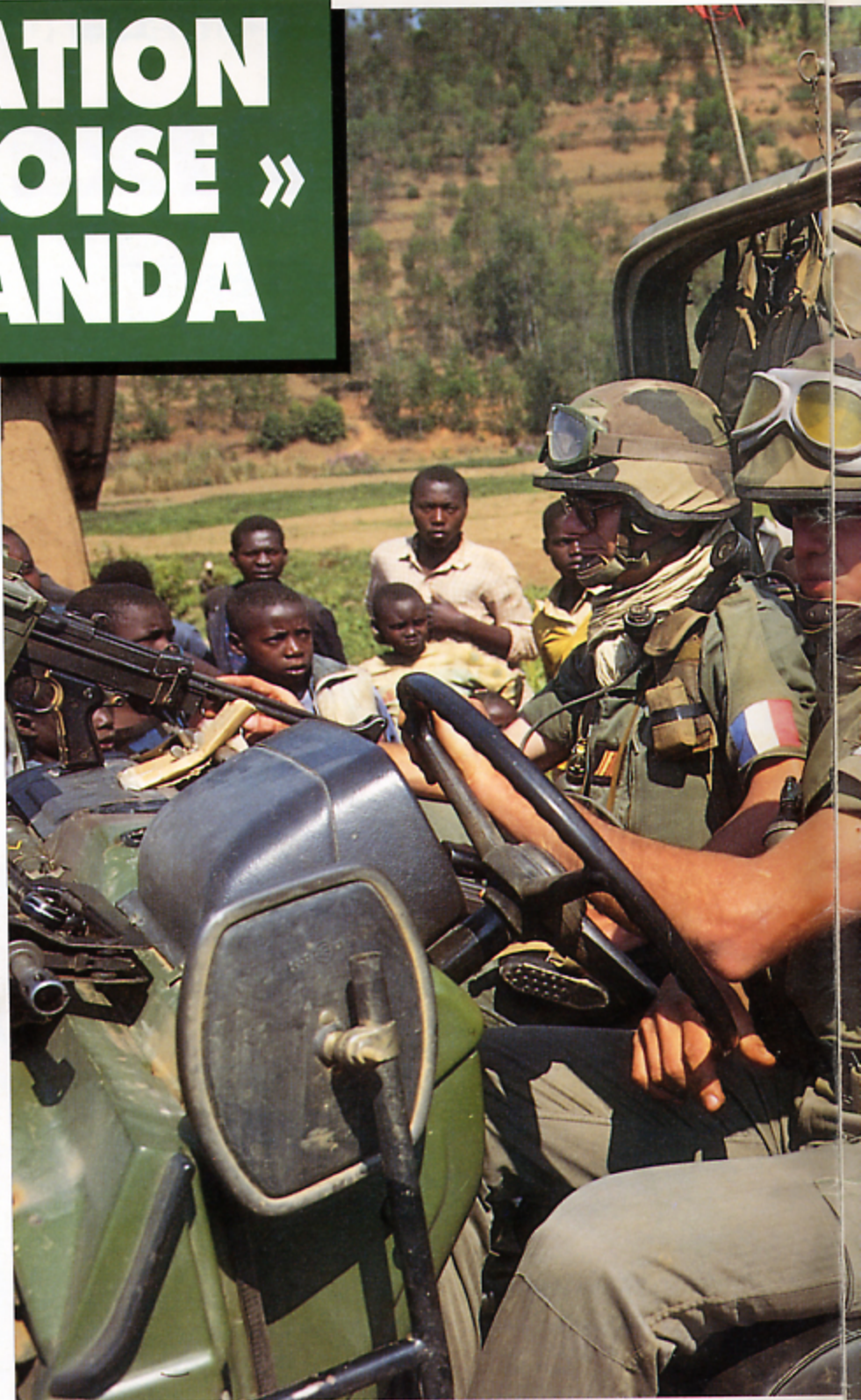
L'OPERATION « TURQUOISE » AU RWANDA

Au printemps 1994, peu d'Européens, à l'exception des Belges, pouvaient situer le Rwanda sur une carte. L'attentat contre le président Habyarimana, suivi du génocide contre la minorité tutsi, l'exode hutu et l'opération *Turquoise* allaient placer ce pays grand comme la Bretagne à la une de l'actualité. Avec ce numéro de *RAIDS*, nous allons essayer, et sans passion, de vous faire comprendre une situation des plus complexes.

DOSSIER REALISE PAR
YVES DEBAY

Lorsque, comme beaucoup de Français, nous avons appris le déclenchement de l'opération *Turquoise*, nous nous sommes immédiatement posé la question : « Qu'allons-nous faire dans cette galère ? et pourquoi tant de moyens pour ce coin perdu de l'Afrique ? » Ce n'est que sur le terrain que nous avons pu obtenir une réponse partielle à nos interrogations. Là, nous nous sommes rendu compte du bien-fondé de l'intervention française — certes tardive, mais pouvait-on faire autrement ? En effet, outre son caractère humanitaire (20 000 Tutsis ont quand même été défendus et protégés), la création de la zone française a néanmoins contribué à rétablir un équilibre rompu par la brillante victoire du FPR. Si la France n'était pas intervenue, deux millions de réfugiés supplémentaires auraient afflué vers l'est du Zaïre, déjà dans une situation économique précaire... On aurait alors sans doute assisté non seulement à un désastre humanitaire bien pire que celui de Goma, mais aussi à des affrontements majeurs entre Zaïrois et Rwandais, à l'embarquement du Burundi, et probablement à la révolte de tout l'est du Zaïre, et par contagion du Shaba (ex-Katanga) et du Kasai, contre le régime honni de Mobutu.

L'opération *Turquoise* a démontré que la France avait les moyens — et l'ambition — de protéger ses intérêts africains, tout en accomplissant une action humanitaire exemplaire. □



LES UNITES ENGAGEES DANS L'OPERATION « TURQUOISE »

Le dispositif *Turquoise*, placé sous les ordres du général Jean-Claude Lafourcade, comprenait, vendredi 24 juin, les éléments suivants.

TERRE

Le groupement opérationnel comprend des détachements de l'état-major de Bouar (Centrafrique), du COS (1^{er} RPIMa, commando-marine Treppel, CPA-10, EPIGN), du régiment d'infanterie de chars de marine (Vannes), du 11^e régiment d'artillerie de marine (La Lande-d'Ouée), du 6^e régiment étranger du génie (Avignon), du 3^e régiment d'infanterie de marine

Sur la route qui mène de Gikongoro à Butare, un véhicule P-4 du 1^{er} escadron du RICM traverse un point de rassemblement de réfugiés. On remarquera l'armement — quatre FAMAS, une mitrailleuse de 7,62 mm et un LRAC —, de quoi dégager une « boule de feu » non négligeable en cas de problème.
(Photo Yves Debay)



(Vannes), du 2^e régiment étranger d'infanterie (Nîmes), de la 13^e DBLE (Djibouti), et du 17^e régiment de commandement et des services (Maisons-Lafitte) dont des éléments étaient déjà stationnés en Afrique, à Libreville (Gabon), au titre des compagnies « tournantes ».

Ce groupement a été renforcé, à Goma, d'une compagnie de protection de la base fournie par le 2^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (la Réunion) et, à Bukavu, d'une autre compagnie de protection de la base venue de la 13^e DBLE (Djibouti).

Des moyens aériens sont assurés par deux hélicoptères Gazelle et huit hélicoptères Super-Puma fournis par la 4^e division aéromobile (Nancy), ainsi que par trois Puma du COS (Pau).

Enfin, le soutien logistique est assuré par le 17^e régiment de commandement et des services et par le 551^e régiment des transmissions (Auxonne).

AIR

Sur les bases avancées de Goma, Bukavu et Kisangani, six C-130 Hercules, neuf C-160 Transall, un Falcon-20 et un CASA-235 de liaison sont déployés. L'armée de l'air a, en outre, affrété un Airbus, un Boeing-747 ainsi que dix-sept Antonov-124 Condor et Illyshin Il-76 Candid pour le fret lourd.

Sur la base de Kisangani seront maintenus quatre avions d'appui tactique Jaguar (venus de Bangui), quatre avions d'appui tactique

Mirage-F1 CT (de Colmar), quatre avions de reconnaissance Mirage-F1 CR (de Reims) et deux appareils de ravitaillement en vol C-135F.

MARINE

L'aéronautique navale a détaché un avion Breguet-Atlantic destiné à la conduite des opérations, aux transmissions et à l'observation.

SERVICE DE SANTE

Avec quarante-six personnes, il a été déployé un élément médical d'intervention rapide (EMIR), qui comprend un bloc opératoire, deux cellules médicales, une cellule hospitalière de cinquante lits, un laboratoire et une cellule radiologique. □



Le 15 juin 1994, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, crée la surprise. Il annonce que la France prend l'initiative d'une opération internationale, avec le concours de l'armée, afin de venir en aide aux populations rwandaises.

Texte : Eric MICHELETTI
Photos : José NICOLAS

En effet, depuis deux mois, des massacres saignent ce pays — dans l'indifférence totale de la communauté internationale —, et des combats font rage entre les Forces armées rwandaises et les rebelles du FPR, ces derniers ayant rompu le front dans le nord-ouest du pays et marchant sur la capitale Kigali.

Aussitôt, à Taverny, le PC du commandement des opérations spéciales, le COS, connaît une effervescence peu commune. Mais ce n'est tout de même pas une surprise car, depuis plusieurs semaines, les cellules interarmes d'analyse et de projection de l'unité spéciale planchent sur une intervention française. Une intervention qui doit soit revêtir la forme d'une opération coup de poing — comme en 1990 pour stopper les forces du FPR et épauler les FAR —, soit se traduire par une action militaire à but humanitaire.

Une intervention à risque

Dans les deux cas, les avis sont pessimistes. Les experts considèrent déjà qu'il est trop tard, car le FPR est en passe de remporter la victoire sur les FAR en déroute. De plus, la France est vraiment mal placée pour intervenir, car elle a déjà soutenu à deux reprises le gouvernement en place face à la rébellion des Tutsis pour prendre le pouvoir. Enfin, cela paraît vraiment risqué : le FPR ne veut surtout pas entendre parler de troupes françaises et serait prêt à les combattre.

Malgré ces analyses, la Présidence et Matignon¹ donnent conjointement ordre d'intervenir. Les militaires n'auront plus qu'à s'exécuter. Dans le même temps, des émissaires de la République s'envolent pour le Zaïre, où, moyennant — selon certaines sources — « une bonne valise de dol-



lars et une nouvelle virginité « politique » au maréchal Mobutu », ils obtiennent le droit d'utiliser les aéroports de Goma, Bukavu et Kisangani pour les appareils français. Pendant ce temps, d'autres s'activent à partir de l'Ouganda auprès des dirigeants du FPR pour connaître leurs réactions quand les troupes françaises passeront la frontière rwandaise².

Le 17 juin, les unités du COS — des détachements du 1^{er} RPIMA de Bayonne (une cinquantaine d'hommes au total), plusieurs escouades du commando-marine Treppel du GROUFUMACO de Lorient (une quarantaine d'éléments), différentes équipes CRAP de la 11^e DP, un détachement de commandos de l'air de Nîmes appartenant à l'escadron d'intervention des commandos de l'air (EICA)³ de la base 726 de Nîmes (qua-

En haut. Un élément du commando-marine Treppel, armé d'un FAMAS équipé d'un viseur clair israélien Hiteye 1500, distribue de l'aide alimentaire aux premiers réfugiés qui arrivent sur la frontière zairoise.

Ci-dessus. Une équipe du commando-marine Treppel effectue à bord d'un P-4 une première reconnaissance au Rwanda. Ici, sur la route Cyangugu-Gikongoro, elle est accueillie par une foule énorme.

rante hommes), plus plusieurs gendarmes du GIGN et de l'EPIGN (six au total) — reçoivent l'ordre de rassembler leur matériel et de se préparer à partir pour une destination africaine. Soit au total moins de 150 hommes.

Ces unités du COS sont placées sous le commandement du colonel Rozier, commandant en

LE COS INTERVIENT AU RWANDA



second du COS (le patron en reste le général Lepage, voir *RAIDS* n° 84). Ces détachements embarquent dans la foulée à bord de Transall et de Hercules, ou par la route pour les commandos de l'air, et rejoignent la base aérienne d'Istres.

En avant du dispositif

Sur place, pas de temps mort, car les forces spéciales françaises remplissent aussitôt un avion Airbus spécialement affrété. Les hommes s'envolent le 18 juin, avec leur armement léger, sur Bangui en République centrafricaine.

En Centrafrique, où des troupes françaises sont prépositionnées, les unités du RICM stationnées à Bouar et arrivant en fin de « tournée » ont été mises en alerte et sont prêtes à partir pour le Zaï-

re. Même chose pour les unités de la 13^e DBLE à Djibouti. Le colonel Rozier décide d'activer les choses et atterri en Transall, le lundi 20 juin au soir, sur l'aéroport de Bukavu avec une vingtaine d'éléments précurseurs appartenant au 1^{er} RPI-Ma. Ils sont chargés de reconnaître et de vérifier les zones aéroportuaires. Deux autres Transall les suivent, avec des éléments des troupes de marine et de l'armée de l'air, afin de reconnaître les aérodromes de Goma et Kisangani.

Officiellement, les troupes françaises ne peuvent intervenir au Rwanda car la résolution les y autorisant n'a pas encore été votée. Le lendemain, les éléments du COS débarquent à Bukavu avec les premiers véhicules légers du type P-4, et selon un quotidien belge, *Le Soir*, « les Français auraient déjà traversé la frontière et se

trouveraient à Cyangugu ». Durant cette journée, les Transall et Hercules ont commencé leurs rotations entre la RCA et le Zaïre pour apporter les véhicules légers (P-4 et VLRA) et l'armement d'appui.

1. D'après certains, beaucoup moins « enthousiaste » que le président français et les ministères de la Coopération et des Affaires étrangères, le Premier ministre aurait fixé dès le départ les limites de l'opération : une action uniquement humanitaire, le moins de combats possible avec le FPR et une durée limitée à trente jours.
2. Deux émissaires français du Quai d'Orsay rencontreront à Mulindi — le fief de la rébellion tutsi, dans le nord du Rwanda — le colonel Alexis Kanayarengwe, président du Front, pour lui exposer les buts de l'intervention française.
3. Cet escadron fait partie du groupement d'intervention des formations des commandos de l'air, ou GIFCA.

Ci-contre. Au milieu de la foule des réfugiés, un élément du 1^{er} RPIMA assure la protection des officiers du COS durant les premiers jours de son intervention. Au même moment, d'autres équipes du COS foncent vers l'intérieur du pays pour repérer les positions du FPR.

Au centre. Une force spéciale de l'état-major du COS questionne les réfugiés pour connaître les positions des belligérants. La présence de ces éléments d'élite va aussitôt stopper les massacres de Tutsis.

Le jeudi 23 juin, quarante-six soldats français du COS franchissent officiellement la frontière zaïroise, à 15 h 30 précises, en direction de Cyangugu. L'opération *Turquoise* placée sous les ordres du général Lafourcade, un parachutiste de la 11^e DP, commence.

L'affrontement avec le FPR

Dans les journées qui suivent, plusieurs actions de reconnaissance sont montées, au nord par le RICM vers Gisenyi, et au sud par le COS. Selon les comptes rendus, elles sont très limitées à l'intérieur du Rwanda — soit une bande de quinze kilomètres —, mais, selon des témoins, elles se révèlent beaucoup plus importantes en direction de Kigali, la capitale. En effet, malgré les rencontres françaises avec les dirigeants du FPR, Paris ne connaît pas exactement les positions des forces rebelles, ainsi que leurs intentions véritables face aux soldats français. Aussi, le colonel Rozier pousse ses équipes à « rayonner » toujours plus loin vers la capitale rwandaise.

Pour donner le change aux journalistes toujours plus nombreux, on les conviera à accompagner les autres équipes chargées de reconnaître l'ampleur des massacres autour du lac Kivu et dans les environs, et de protéger les réfugiés tutsis qui ont réussi à survivre. Ainsi, à Kibuye, les équipes de commandos-marine et des gendarmes du GSIGN vont sauver quatre cents Tutsis de la mort et évacuer cent vingt blessés vers le Zaïre. Et tout autour, les collines sont remplies de Hutus qui n'attendent que le départ des Français pour finir leur travail.

Lors des déplacements, chaque « colonne » du COS sera constituée de quatre P-4 et d'un VLRA dotés de mitrailleuses de 12,7 et 7,62 mm, de mitrailleuses légères Minimi en 5,56 mm, de LRAC, de lance-grenades M-79 de 40 mm, de M-203, de fusils de précision FR-F2 et Barret, soit un volume de feu vraiment dissuasif !

Ainsi, le dimanche 3 juillet, la colonne du capitaine « Hervé »⁴, patron des CRAP du 1^{er} RPIMA, vient de reconnaître la ville de Butare, vers 13 h 30, totalement abandonnée par les FAR. A l'entrée nord-ouest de la ville, des tirs se font entendre. Il faut aller vite, et les forces spéciales françaises découvrent quelque 700 orphelins et 50 civils qui sont aussitôt embarqués dans six bus et intégrés dans la colonne. Pendant ce temps, les rebelles, fidèles à leur tactique, ont commencé par encercler la ville. Soudain, c'est un barrage du FPR à l'ouest de la ville. Un tir manqué au RPG-7 sur le véhicule de tête, et c'est la confrontation. L'accrochage est rapide et violent. Les forces spéciales font usage de toutes leurs armes, ce qui calmera quelque peu le FPR qui laissera passer le convoi.

A ce moment-là, la « zone humanitaire sûre » décrétée par les Français n'est pas encore tracée. Et sans que le public français en soit informé, des éléments du COS ont déjà reconnu de très vastes zones allant jusqu'à Gitarama sans rencontrer de troupes du FPR. Cependant, sous le coup des réactions très dures de la presse anglo-saxonne, et spécialement américaine — qui accuse la France de vouloir maintenir au pou-





voir le gouvernement hutu responsable des massacres —, Paris s'inquiète et ordonne la maîtrise d'une zone beaucoup plus modeste, de Gikongoro, au sud, à Kibuye sur le lac Kivu.

Stopper les massacres

Entre-temps, à partir de 28 juin, tous les véhicules du COS sont arrivés au Zaïre, transportés par les Antonov russes loués pour l'opération ⁵, et les équipes sillonnent la zone de protection pour faire stopper définitivement les massacres de Tutsis. Pour contrôler la zone impartie au COS, le colonel Rozier va disposer d'un Puma-PC avec à son bord quatre gardes du corps et deux officiers.

Pour éviter toute incursion des soldats du FPR, qui « tâtent » régulièrement les lignes françaises et tentent des infiltrations, le patron du COS décide de constituer une « ligne de front » forte de points d'appui équipés de lance-roquettes et de mitrailleuses. Sur les ordres du général Lafourcade, patron de l'opération, le colonel Rozier modifie son plan de bataille et déplace, dans les premiers jours du mois de juillet, le PC du COS de Cyangugu (où il était installé depuis le 29 juin) à Gikongoro, en limite de ce qui va bientôt devenir la « zone humanitaire sûre ». Au même moment, les équipes CRAP du 2^e REP, commandées par le capitaine Hoggar, rejoignent le COS.

L'OFFENSIVE DES ETATS-UNIS SUR L'AFRIQUE

Depuis plusieurs mois, une véritable OPA américaine est en voie de se réaliser sur l'Organisation de l'unité africaine, l'OUA, pour faire pièce aux intérêts politiques européens, et français en particulier. Ainsi, pour la première fois, l'OUA va recevoir une aide américaine massive — cette année de 3,5 millions de dollars — destinée aux opérations de maintien de la paix et à la prévention des conflits (missions de médiation et système d'alerte anti-conflit). L'année prochaine, le gouvernement américain prévoit d'injecter 5 millions de dollars supplémentaires pour équiper les forces d'intervention, ainsi que 10 millions de dollars de crédit dans le cadre d'aides bilatérales avec certains pays africains.

C'est en fait une nouvelle forme d'offensive politique de Washington visant à concurrencer le dispositif militaire français en Afrique, qui s'articule autour des bases prépositionnées, des accords de défense et de la coopération technique. Il est évident que les qualités opérationnelles de l'armée française, considérée comme le « gendarme de l'Afrique », font des jaloux et pourraient à terme être menacées. □

Ci-dessus. Sur la route de Butare, des membres du COS sur un VLRA foncent en direction de cette ville quelques heures avant qu'elle ne tombe aux mains du FPR. Dans Butare, le COS pourra sauver 700 orphelins et 50 civils, malgré les barrages et les tirs des rebelles du FPR.

La DRM (voir RAIDS n° 92) va aussi envoyer des éléments au Rwanda, qui composeront une cellule d'analyses auprès du PC du général Lafourcade, ainsi qu'une équipe renforcée du 13^e RDP ⁶. Celle-ci travaillera, en parfaite symbiose, avec les commandos-marine du COS.

Bien que la France ait reçu un mandat de l'ONU et voie ses troupes déployées à l'intérieur du Rwanda, la marge de manœuvre est bien étroite, car il est hors de question d'aider les FAR à combattre le FPR. La mission est devenue exclusivement « militaro-humanitaire ». Aussi les miliciens hutus et les soldats gouvernementaux

4. Pour des raisons de discrétion, les officiers du 1^{er} RPIMA portaient sur leur bande patronymique un pseudonyme formé avec la première lettre de leur nom : Thibaut pour le colonel Tausin, Jacques pour Jaubert, etc.

5. Au total, l'armée française aura loué les services de dix-sept appareils gros porteurs Illyshin IL-76 et Antonov-124 appartenant à l'Aeroflot et à Transalair Heavy Lift. Sans compter un Boeing-747 cargo.

6. Le 13^e RDP dispose en Afrique, en République centrafricaine, de plusieurs équipes de recherches (voir RAIDS n° 69). Celles-ci sont systématiquement intervenues durant chaque opération française en Afrique.



En haut. L'un des commandos-marine du COS rend compte de la progression d'une équipe de reconnaissance parmi la foule qui est venue accueillir les Français en libérateurs.

Ci-dessus. Un gendarme du GIGN, précédemment instructeur des FAR — ce qui explique l'insigne sur sa veste camouflée —, tente d'aider les réfugiés. Le COS comptera six gendarmes du GIGN et de l'EPIGN.

s'interrogent-ils sur la présence française. « Les Français sont-ils venus nous aider ou nous gêner ? », demandera l'un d'eux à un barrage à la sortie de Gyangugu. « Pour le moment, nous faisons du renseignement humanitaire », explique alors le colonel Rozier, « nos équipes repèrent les camps de réfugiés et nous protégeons ceux qui sont menacés. »

La situation bascule d'un seul coup

Pourtant, rien n'est clair. Malgré les déclarations de Paris assurant que l'opération est uniquement humanitaire, sur le terrain les missions ressemblent davantage à des actions de reconnaissance. Certains experts ne manquent pas d'affirmer que « durant les dix premiers jours de l'opération Turquoise, un flou politique sur les buts

réels a flotté, et les missions étaient quelque peu à géométrie variable » ! En effet, sur ordre du gouvernement rwandais réfugié sur la frontière zairoise, les unités FAR vont reculer en bon ordre, laissant un vide derrière elles, comme « pour mettre de facto les Français en première ligne et les obliger à affronter les rebelles du FPR ». Une tactique déjà appliquée durant les combats de 1990.

La situation va changer à partir du 5 juillet, quand le FPR décide d'assouplir ses positions à l'égard de la France et s'engage à ne pas combattre ses troupes.

Pour les unités françaises, la tâche reste délicate : il n'est pas question d'aider les FAR, alors même que le gouvernement de Kigali et la quasi-totalité de l'armée sont déjà dans les zones contrôlées par les Français. La presse anglo-saxonne a beau jeu de mettre en doute l'opération Turquoise et ses buts véritables quand, en moins d'une semaine, une marée humaine de plus d'un million de réfugiés, sous l'influence de la propagande et sous la peur des représailles du FPR⁷, se rue vers le Zaïre, en particulier vers Goma et Bukavu. L'absence d'eau, de toute hygiène et de nourriture en livre des milliers à la mort, et tout bascule à ce moment-là. L'opinion internationale se mobilise enfin et l'opération Tur-



Ci-dessus. Un P-4 du COS, appartenant au 1^{er} RPIMA, effectue une reconnaissance à l'intérieur du Rwanda. Durant la première semaine de l'intervention du COS, les équipes iront très loin à l'intérieur de ce pays, à quelques dizaines de kilomètres de Kigali, sans rencontrer d'obstacle. Notez la barre coupe-câble à l'avant du véhicule. Chaque « colonne » du COS comprendra quatre P-4 et un VLRA.

Ci-contre. Le colonel Tauzin, commandant le 1^{er} RPIMA, et dirigeant au Rwanda les équipes du 1^{er} RPIMA, questionne avec un officier de la Légion un membre des FAR.



quoise, jusqu'alors très critiquée, trouve sa légitimité. Paris se verra même implorée de prolonger l'opération après la date annoncée, le 22 août, pour le départ des unités.

Vers le 20 juillet, les éléments du COS cèdent leurs positions aux marsouins du RICM, se regroupent et entament leur retour vers Bukavu et Goma à destination de Bangui. Quelques jours plus tard,

7. Ces représailles, sans atteindre celles perpétrées par les milices hutus, auront bien lieu après la prise de Kigali, et continueraient encore.



avec les véhicules, ils s'envolent pour Istres et Orléans, où ils regagnent leur cantonnement pour un repos bien mérité.

En action en moins de deux jours

Ainsi, pour la troisième fois depuis sa création — les opérations *Oryx* en Somalie, *Amaryllis* et *Turquoise* au Rwanda —, le COS est intervenu en Afrique. Comme l'on voulu ses concepteurs, cette structure de forces spéciales françaises,

modulable en fonction de la mission, est capable, une fois alertée, d'être présente sur le terrain en quarante-huit heures, ce qui est remarquable.

Autre atout, le COS bénéficie maintenant d'un vecteur supplémentaire avec « ses » escadrilles de Transall et de Puma, ce qui lui assure une

autonomie sur zone quasi totale. En définitive, au Rwanda, les équipes du COS ont permis de sauver des centaines de vies humaines, de stopper l'avance du FPR et d'arrêter les massacres. Une belle victoire remportée par moins de cent cinquante hommes. □

LES CELLULES DE COORDINATION « MILITAIRE-HUMANITAIRE »

Pour la première fois, à l'occasion de l'opération *Turquoise*, l'armée française a mis en place un système de commandement visant à coordonner l'aide humanitaire, les affaires civiles et les opérations militaires. A partir du Centre opérationnel interarmées (COIA) de Paris, une « antenne » importante a été installée à Goma, au Zaïre, sous les ordres du commissaire-colonel Amelhaud. Deux « cellules » ont été activées.

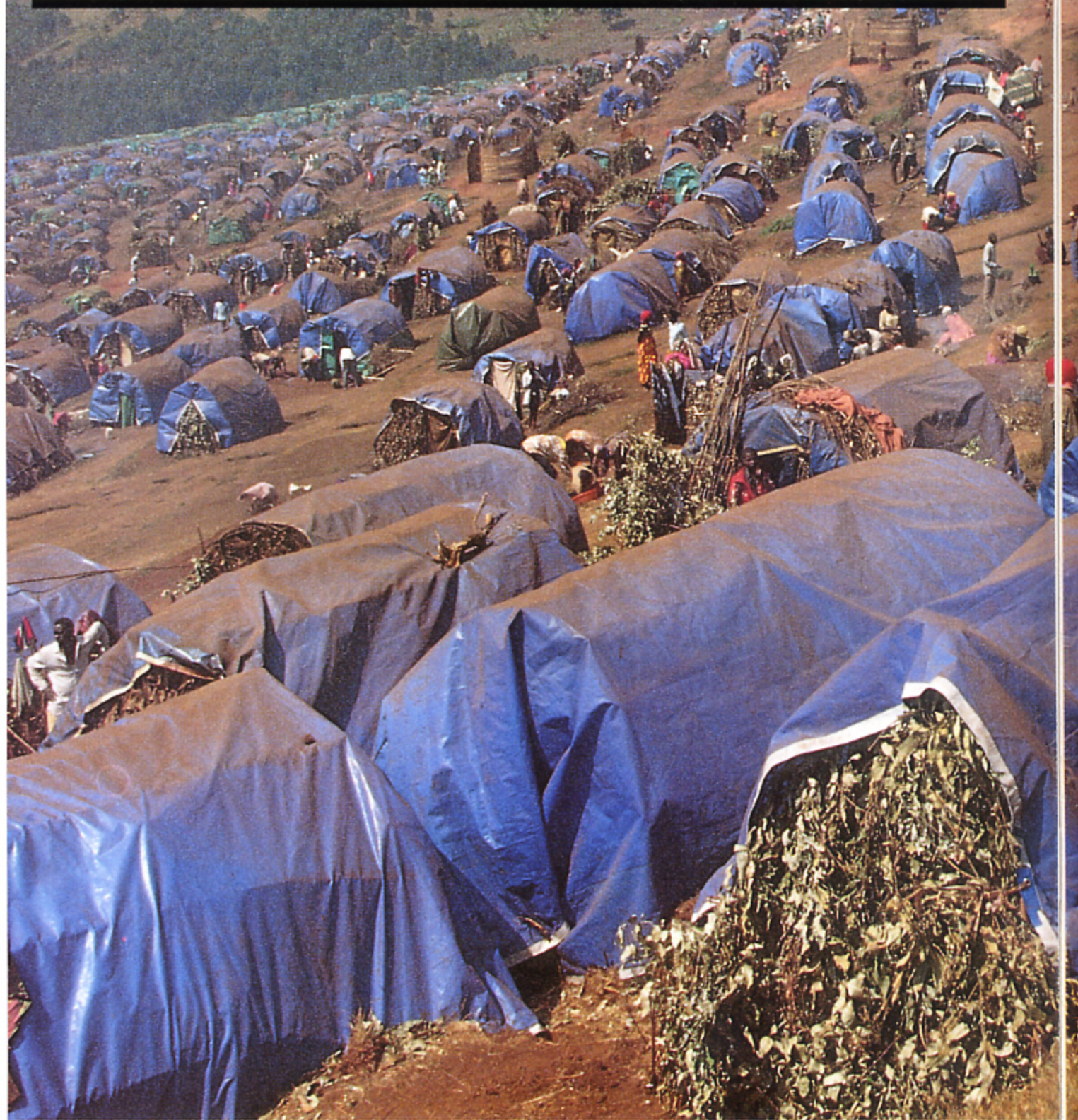
La première, appelée cellule de planification et créée en octobre 1992, connaissait là sa première application en Afrique. Sa mission avant tout tactique était d'établir les relations avec l'organisme de planification de l'UEO qui se trouve à Bruxelles. Durant l'opération, cette cellule a d'abord fonctionné « à vide », car aucun des pays membres de l'UEO n'avait envoyé de soldats ou de matériel (transport et santé) au profit de *Turquoise*. Seule l'Allemagne a ensuite aéro-

transporté une équipe d'épuration d'eau, qui a d'ailleurs accompli un travail remarquable (800 000 l d'eau purifiée chaque jour, pour 600 000 l aux Américains, et sans publicité...).

La deuxième cellule, dite « aide humanitaire et affaires civiles » (créée sur le modèle des *Civil Affairs* de l'USSOCOM, voir *RAIDS* n° 93), a été mise en place à Goma auprès du PC du général Lafourcade, patron de l'opération. Elle a eu pour mission de communiquer à Paris les besoins en logistique, en soins médicaux et pharmaceutiques évalués par les équipes militaires et civiles ainsi que par les ONG sur place. Cette cellule a également dû traiter avec les pays fournisseurs d'aides au profit des réfugiés du Rwanda.

Malgré les réserves traditionnelles des ONG vis-à-vis des armées, la mise en place de ces cellules est considérée comme très positive et devrait être généralisée pour les opérations prochaines. □

LES BERETS VERTS DE LA LEGION SUR LES COLLINES DU RWANDA





Un légionnaire de la 1^{re} compagnie du 2^e REI assure la sécurité du camp de Nyarushishi, qui comptera à la fin du mois de juillet plus de 12 000 Tutsis menacés de mort. Avec les premières pluies, la situation sanitaire ne peut qu'empirer.



Après un survol au ras des flots du lac Kivu, le C-130 de l'armée de l'air réduit les gaz et se présente dans l'axe de la piste de l'aéroport de Kamembe, tout près de Cyangugu, au Rwanda. La piste n'est pas excellente, mais les gars du COTAM poseraient leur Hercules en enfer s'il le fallait. « Fais gaffe ! Réduis encore ! Hier, un C-130 sudaf a laissé tous ses pneus sur le tarmac. »





Ci-dessus. Ce tireur FR-F2 est ici posté dans un abri en rondins monté par la 3/13^e, sur le verrou de Kitabi. Notez le « 13 » sur la grenade du baret, et les deux grenades prêtes à l'emploi, une défensive DF-37 et une offensive OF-37.

Ci-contre. Cet équipage de snipers de la 3/13^e DBLE dégage une impression de puissance considérable. La tenue, la discipline, la puissance de feu allées à la réputation de la Légion ont un effet psychologique certain sur la combativité des adversaires potentiels. On remarquera le passant jaune de compagnie ainsi que le baret vert, que les légionnaires préfèrent au casque.

Ci-dessous. Deux hommes suspectés de pillages ont été désarmés et sont emmenés sans ménagement par les légionnaires de la 1^{re} compagnie du 2^e REI. La population civile africaine, plus habituée à voir les soldats locaux racketter ou piller, apprécie beaucoup ces éléments disciplinés.

Enfin, l'appareil s'immobilise. Une dizaine de légionnaires en débarquent et sont pris en charge par deux VLRA, tandis que le personnel de l'armée de l'air décharge les palettes de munitions et de vivres. Un peu plus loin, des tentes impeccablement alignées entourent un hangar devant lequel flottent les couleurs françaises et rwandaises. Cet ordre et cette rigueur ont une signature : Légion étrangère. Sur l'aéroport de Kamembe se situe en effet le PC du colonel Hogard, détaché de l'état-major de Djibouti, et qui commande le groupement Légion de l'opération *Turquoise*.

Avant, c'était le chaos...

Le colonel Hogard nous accueille bien sûr avec toute la courtoisie dont la vieille Légion est capable.

« Vous arrivez un peu tard pour l'action, mais je vous fais un rapide point de la situation avant de vous confier à mes capitaines.



Nous sommes arrivés ici dans la foulée du COS et nous avons immédiatement préparé le terrain pour recueillir les forces spéciales, au cas où cela aurait mal tourné à Gikongoro. A cette fin, la 3^e compagnie de la 13^e DBLE (voir RAIDS n° 64) a établi un solide bouchon à Kitabi, à la sortie de la forêt de Nyunge. Heureusement, tout s'est bien passé et devant la détermination de nos troupes et les moyens engagés, le FPR a adopté une position attentiste. Mais la tâche n'est pas pour autant terminée. Pour être crédible, la zone humanitaire créée par l'opération Turquoise doit être sûre...

« Ici, avant notre arrivée, c'était le chaos : 500 000 réfugiés, dont 20 000 Tutsis en danger de mort, et des centaines de miliciens et de déserteurs des FAR armés jusqu'aux dents et lâchés dans la nature. Bien sûr, les autorités civiles avaient totalement disparu. En moins de trois semaines, nous avons changé tout cela, et les organisations humanitaires peuvent commencer à travailler. A notre départ, nous remettrons aux casques bleus de la MINUAR II une portion de pays pacifiée. »

Prendre le FPR de vitesse

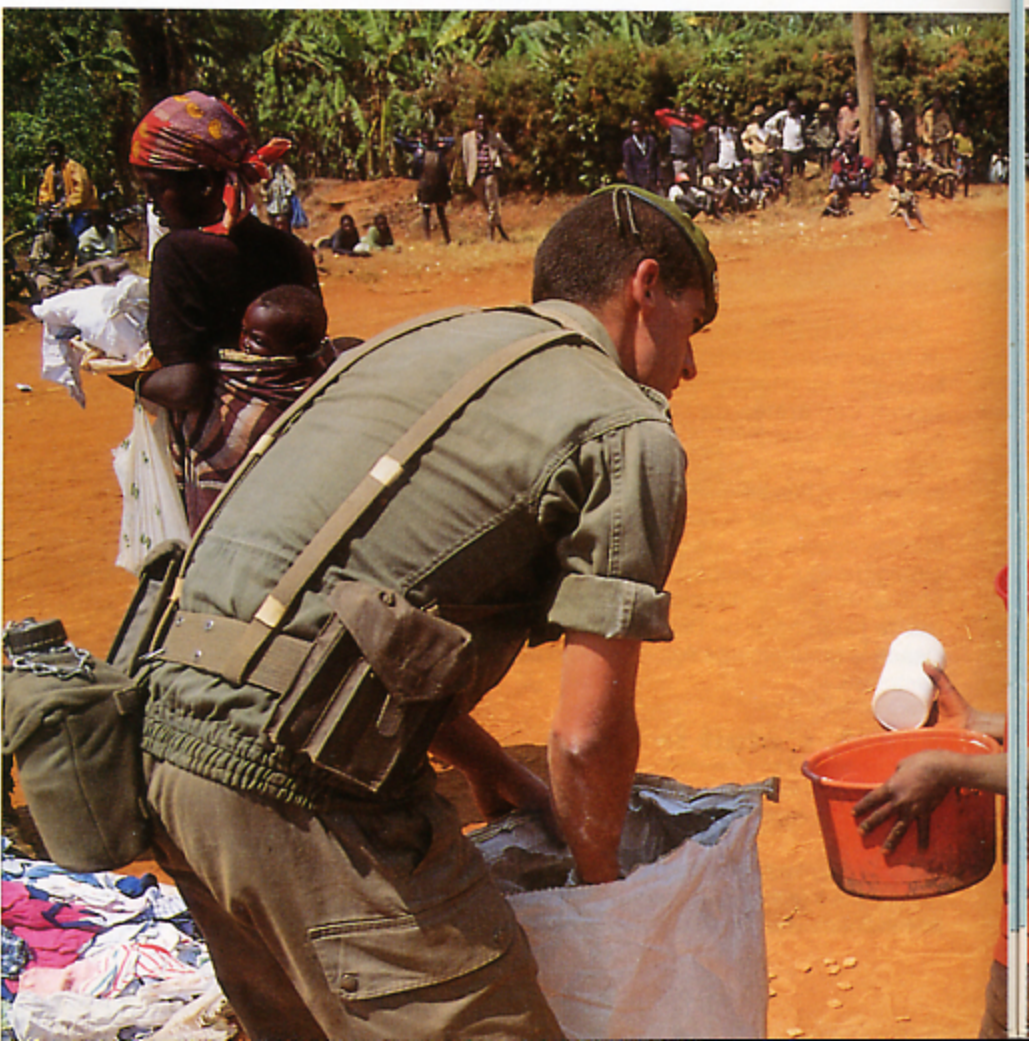
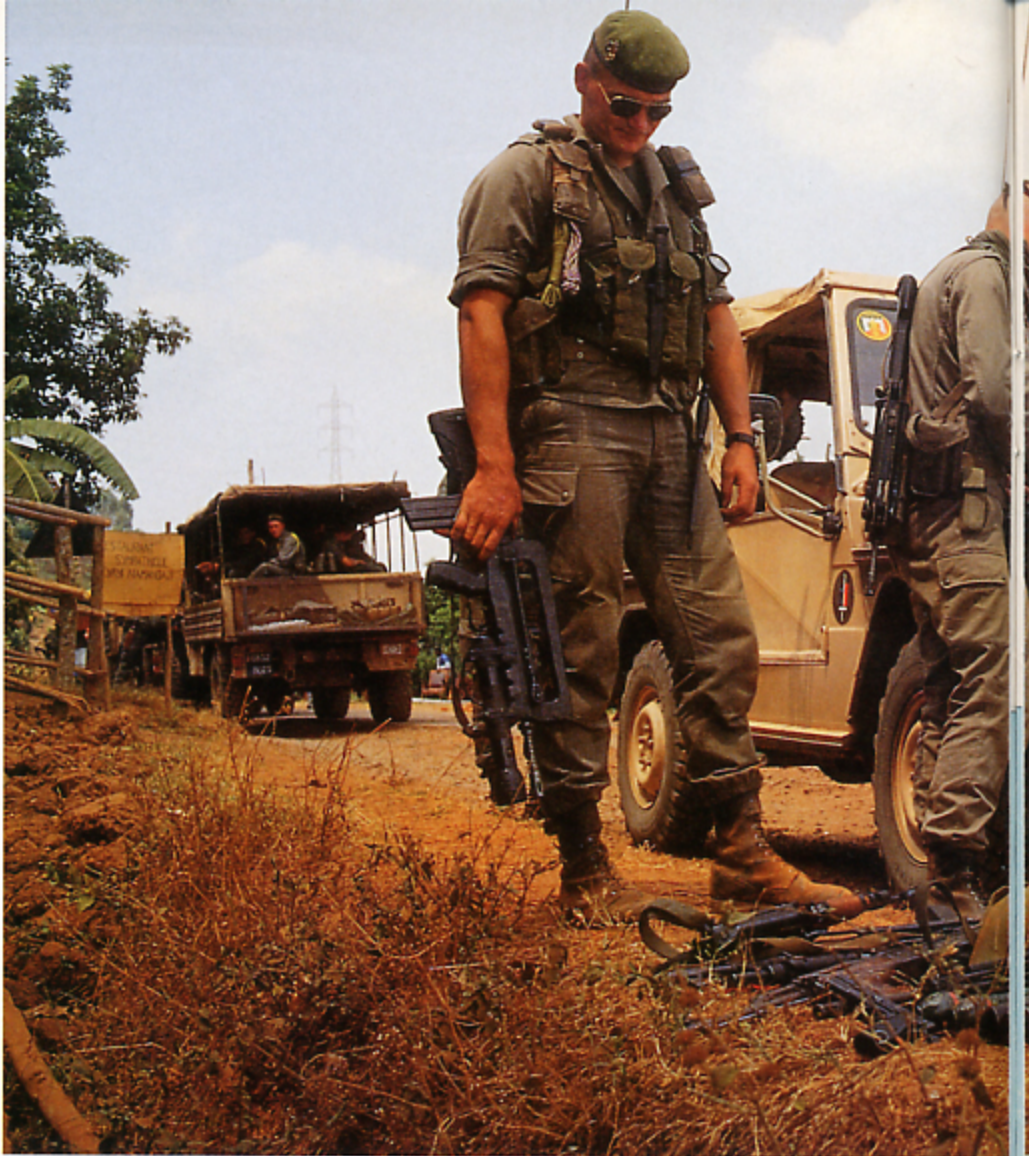
Le groupement Légion s'est donc installé dans un vaste quadrilatère — dénommé zone sud — bordé au sud par le Burundi, à l'ouest par le Zaïre, et au nord et à l'est par la région où les troupes de marine ont remplacé le COS. On sent que le général Lafourcade garde les légionnaires comme réserve au cas où... En attendant, sous les ordres du colonel, deux compagnies de Légion et un groupement CRAP du 2^e REP ne vont pas chômer et feront sans cesse la chasse aux pillards tout en protégeant les réfugiés.

Le capitaine Daniel Bouchez est le chef de la 3^e compagnie de la 13^e DBLE qui a installé son PC à Gisakura, dans la seule usine à thé non pillée du secteur. Sous un visage fin, le capitaine Bouchez cache une volonté inflexible.

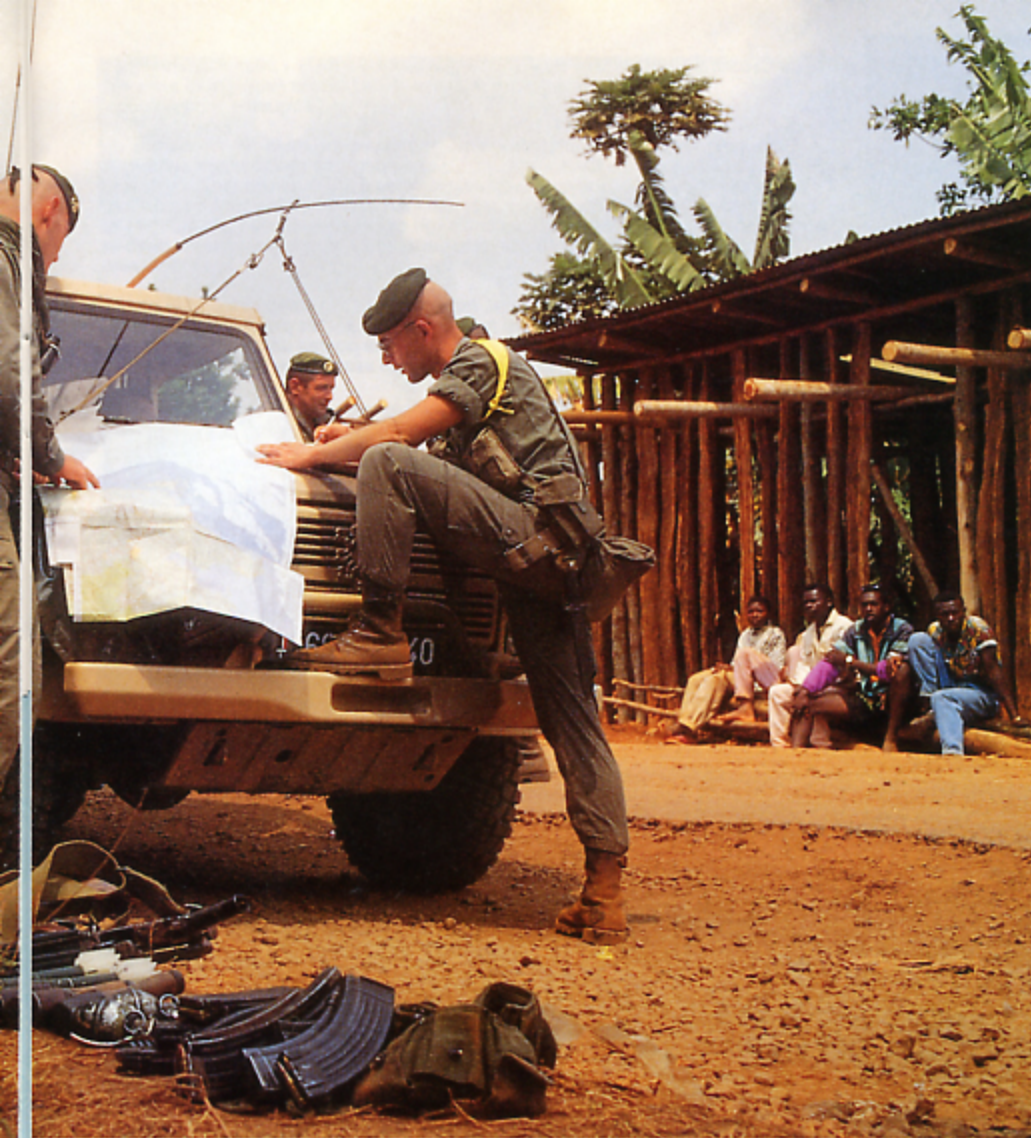
La 3^e compagnie de la « treize », seule compagnie d'infanterie de cette prestigieuse unité de la Légion basée à Djibouti, est en soi un « mini 2^e REP », puisque chacune des sections est spécialisée : la 1^{re} pour les missions commandos et la destruction, la 2^e, avec ses nageurs, pour la reconnaissance, la 3^e grâce aux *snipers*, et la 4^e pour le combat en localité avec six VAB restés à Djibouti.

Au total, 6 officiers, 21 sous-officiers et 120 légionnaires. La moyenne d'âge est de vingt-trois ans et presque tous ont une expérience du feu acquise en Somalie ou à Sarajevo pour ceux qui viennent du 2^e REI ou du REP¹.

En alerte le 19 juin, la compagnie arrive le 27 juin sur la frontière du Rwanda, suivant deux groupes aérotransportés à Bukavu et à Goma. Aussitôt est lancé un raid motorisé de 100 kilomètres qui permet de s'établir sur la position de Kitabi. Il faut alors prendre le FPR de vitesse et assurer une zone de sécurité



1. Durant les cinq ans de son engagement, tout légionnaire doit en théorie passer deux ans outre-mer. Le même règlement s'applique aux troupes de marine.



Ci-contre. Au pied du P-4 du capitaine Bouchez, commandant l'opération de ratissage, s'étale une partie des prises effectuées par le groupement Légion, qui rassemble des éléments de la 13^e DBLE, du 2^e REI et des CRAP du REP. On note parmi les armes capturées des grenades à manche de fabrication chinoise voisinant avec une grenade à main américaine.

En bas. Une image typique de l'opération Turquoise : des hommes de la 13^e DBLE distribuent vivres et vêtements dans une petite agglomération rwandaise dont la population a été gonflée par l'afflux des réfugiés. Ces patrouilles sécurisantes pour les réfugiés contribueront à les fixer sur place dans la zone humanitaire, évitant ainsi de provoquer un nouvel exode sur les camps saturés du Zaïre.

au profit des réfugiés qui commencent à envahir les routes vers le Zaïre.

Rassurer la population

Là, à la sortie de la superbe forêt équatoriale de Nyunge, les légionnaires s'enterrent. Dominant la seule voie d'accès vers l'ouest, la position est remarquablement choisie. D'un bunker camouflé au milieu des eucalyptus, les légionnaires dominent les tables à thé d'où pourraient venir les *Inkontanyi*. La tension ayant baissé, seule une section et les mortiers de 81 mm sont déployés sur ce verrou stratégique.

Aussi, pour le reste de la compagnie, la routine va se limiter à de nombreuses patrouilles afin de rassurer les populations et d'intimider les pillards.

A la popote, les conversations vont bon train entre les sous-officiers de la 3^e section, un Tahitien, deux Espagnols et un Irlandais. Les hommes se sont très vite attachés à ce pays et à ses habitants.

A minuit, le sergent Opetta, un solide Polynésien, emmène un VLRA et son équipage en patrouille. Torches fixées au FAMAS, les légionnaires inspectent quelques baraques en ruines bondées de réfugiés. Pas d'armes, tout va bien !

« On les empêche peut-être de dormir, mais cela ne les dérange pas car ils se sentent protégés. Pourtant, là-dedans, il y a certainement des gars qui ont commis des massacres. Drôle de pays ! Enfin, la bière de Bukavu, la Primus, n'est pas mauvaise », conclut le grand Hollandais qui sert de radio.

Une présence primordiale

Le lendemain, la même 3^e section au complet part vers le nord-est, afin d'essayer de surprendre des pillards qui viennent de mettre à sac une petite usine traitant les écorces de quinquina. On voit bien que les VLRA appartiennent à la section *snipers* car, pour impressionner les Rwandais, les trois fusils de précision Barret ont été mis en batterie. En plus de ces armes en calibre 12,7 mm, la section peut compter sur trente FR-F2. Engagés avec les armes d'appui et les FAMAS des autres sections, cela peut faire du dégât... Seule ombre au tableau, les VLRA qui manquent un peu de puissance et dont les moteurs devraient être remplacés. Le sergent irlandais, une brique d'eau Celtic à la main, ne tarit pourtant pas d'éloges sur ces remarquables véhicules. « Ceux du 2^e REI sont impeccables ! mais les nôtres sont un peu poussifs, il est vrai qu'ils ont fait des dizaines





Ci-contre. Sur la rivière Ruzizi, un légionnaire garde le « bilan » de quelques heures de contrôle sur le passage des unités FAR. Toute arme est systématiquement confisquée.

Page suivante. Ce lieutenant, commandant une section de la 1^{re} compagnie du 2^e REI, procède à une saisie d'armes lors d'une opération de ratissage sur la rive rwandaise de la Ruzizi. L'opération est destinée à lutter contre les pillards, qui sont en général des anciens soldats des FAR ou des miliciens. Notre officier porte bien en évidence les instruments de son commandement — poste PP-11 et carte —, mais le FAMAS est mieux adapté à l'autodéfense que le pistolet réglementaire.

Ci-dessous. Cet autre poste de combat, tenu par la 3/13^e à Kitabi, montre le choix judicieux de la position surplombant les tables à thé sur les premiers contreforts de la forêt de Nyunge. A mi-chemin vers la crête, les postes de combat se succèdent tous les trente mètres, rendant ainsi un assaut trop coûteux.



« TURQUOISE » LE BILAN

Beaucoup de petites filles nées dans les camps de réfugiés du Zaïre ou du Rwanda portent le joli nom de Turquoise, tandis que les garçons s'appellent François ou Edouard... Tout un symbole. Controversée à ses débuts, l'opération *Turquoise* sera pourtant applaudie et regrettée sur sa fin.

Dès 1990, des troupes françaises, aidées par les paras-commandos belges, interviennent pour évacuer les ressortissants européens menacés par l'avance du FPR dans le nord du Rwanda.

En 1993, jusqu'à trois compagnies des 2^e REP, 3^e et 8^e RPIMa stationneront au Rwanda et soutiendront les FAR. Après les accords d'Arusha, les Belges observeront une stricte neutralité et enverront une compagnie à la MINUAR, ce qui leur vaudra l'hostilité affichée des extrémistes hutus.

En avril 1994, après l'attentat contre l'avion du président Habyarimana, Belges, Français et Italiens lancent l'opération *Silver Back* — ou *Amaryllis* — destinée à évacuer les ressortissants occi-

dentaux. Le 22 juin 1994, alors que l'on estime à 500 000 le nombre des victimes des massacres, l'ONU donne le feu vert à la France pour une opération humanitaire, en attendant que les troupes de la MINUAR II se déploient. Sous le commandement du général Lafourcade, l'opération mobilisera 2 500 hommes.

Le 23 juin, près de 500 hommes rejoignent Bukavu et Goma au Zaïre, tandis que les premiers éléments du COS foncent sur Cyangugu.

Le 24 juin, un millier d'hommes est déployé : COS, 2^e RPIMa, 13^e DBLE, 2^e REI, RICM, 3^e RIMa. Pour sa part, à Kisangani, l'armée de l'air déploie quatre Mirage-F1 CR et quatre Mirage-F1 CT que peuvent épauler les quatre Jaguar de Bangui (République centrafricaine).

Le 25 juin, le Sénégal est le premier pays à répondre à la France, et envoie trois cents soldats.

Le 3 juillet, des éléments du COS accrochent le FPR à Butare.

Le 4 juillet, quelques heures après la prise de Butare et de Kigali par le FPR, la France crée une « zone humanitaire sûre » dans le sud-ouest du Rwanda.

Le 14 juillet, c'est l'exode massif de réfugiés hutus sur Goma. Des obus de mortiers font une centai-

ne de morts sur le tarmac de l'aéroport de cette ville zaïroise.

Le 17 juillet, gros accrochage entre les Français et le FPR à la limite de la zone humanitaire.

Le 21 juillet, 23 000 morts à Goma suite à une épidémie de choléra dans les camps de réfugiés.

Le 28 juillet, l'ONU demande aux troupes françaises de rester au Rwanda jusqu'au déploiement de la MINUAR II.

Le 22 août, le contingent français quitte le Rwanda.

Quelques chiffres

Depuis le 22 juin, 2 500 hommes et plus de 5 000 tonnes de matériel ont été déployés : 12 AML-90, des VAB sanitaires, plus de six compagnies d'infanterie, en plus des cent cinquante hommes du COS, une batterie du 11^e RAMA, un détachement de l'ALAT.

A titre humanitaire, la plate-forme de Goma a reçu 581 avions et 10 980 tonnes de fret. A Cyangugu et Goma, les médecins français ont effectué 690 interventions chirurgicales, 9 300 consultations et 75 000 actes de soins divers. Le génie de l'air a enterré 30 000 cadavres. □



Ci-contre. Un CRAP du 2^e REP contrôle les armes des FAR. Dès que l'ordre sera restauré, tout comme les troupes de marine, la Légion va s'efforcer de rétablir une police et une administration civile. Les CRAP participeront à de nombreuses opérations contre les pillards, et notamment sur les îles du lac Kivu utilisées depuis toujours par les trafiquants.

En bas. Un tireur AA-52 et son pourvoyeur, appartenant à la 1^{re} compagnie du 2^e REI, font une courte pause lors d'une opération de ratissage. Notez l'aspect un peu désuet, rappelant la guerre d'Algérie, de la musette du pourvoyeur. Pourtant, il ne faut pas s'y tromper : en cas de problème, l'arme sera des plus meurtrières puisque servie par des professionnels. Les Minimi récemment perçues au 2^e REI n'avaient pas fait le voyage.

de manœuvres à Djibouti, en Somalie et maintenant au Rwanda... Huit cents bornes d'autonomie et deux grands réservoirs d'eau potable, c'est l'engin idéal pour le désert. »

Mais la 3/13^e peut également faire de l'humanitaire. Et devant l'église de Nyamashoke, où ont été massacrés plus de 800 Tutsis, l'adjudant Rosso, Croate et frère du chef d'état-major de l'armée bosniaque, fait distribuer vivres et vêtements par ses légionnaires. Avec l'accent un peu rocailleux des Balkans, il nous dit : « Ici, durant la première semaine de juillet, nous sommes arrivés juste à temps. Sans nous, tout aurait été pillé, et nul ne sait ce qui serait advenu des bonnes sœurs qui avaient été menacées. »

La protection des réfugiés

L'autre compagnie de la Légion opérant dans le secteur sud est la 1^{re} compagnie du 2^e REI, commandée par le capitaine Nicol. L'équipe de RAIDS avait déjà rencontré ce « croisé » et ses légionnaires un an plus tôt sur les monts Igman (lire RAIDS n° 83). Le décor a changé, mais l'accueil de la Légion est toujours le même. Le PC, noyé de poussière, domine trois grosses collines où est installé le fameux camp de réfugiés de Nyarushishi. Quelque 12 000 Tutsis rescapés des massacres vivent ici et sont protégés par les légionnaires. Sans le déclenchement de l'opération *Turquoise*, ces hommes, femmes et enfants auraient sans aucun doute été tués dans des conditions atroces. Dès le début de l'intervention, le colonel Hogard mettra les points sur les i à l'encontre des Hutus qui croyaient pouvoir continuer leur sale besogne sous la protection de l'armée française.

La compagnie du capitaine Nicol va elle-même procéder à la sortie de 184 Tutsis et de 21 Hutus modérés des lieux où ils étaient menacés. Autre mission, la protection de l'EMIR (élément médical d'intervention rapide), ce superbe hôpital de campagne ultra-moderne activé par l'armée française en cas de catastrophe majeure. Sous la direction du colonel médecin Auclair, huit médecins français et leurs assistants, aidés d'infirmiers mauritaniens, vont en moins de vingt-quatre jours faire un travail considérable et pratiquer 350 interventions chirurgicales, principalement sur des enfants tutsis.

Le ratissage de la zone

Outre la protection de l'EMIR, la 1^{re} compagnie du 2^e REI va également assurer le contrôle des points de passage vers la fron-





Ci-contre. Depuis cet abri de rondins de la 3/13^e, on distingue particulièrement bien le large champ de tir situé dans les tables à thé, et battu par l'AA-52. Ce type d'abri, très typique de ces régions, protège néanmoins efficacement contre les tirs de mortier.

En bas. Fidèle à sa réputation, le VLRA va se montrer particulièrement bien adapté aux pistes du Rwanda, même si celles-ci sont mieux entretenues qu'au Zaïre. Ici, ce VLRA monté par les snipers de la 3^e section de la 3^e compagnie de la 13^e DBLE patrouille à l'est du lac Kivu, sur la rive rwandaise. Notez les Barret. L'homme en civil est un sous-préfet, qui profite de l'ordre rétabli par l'armée française pour faire une tournée d'inspection afin de voir ce qui a échappé au pillage.



tière zaïroise. Au pied d'un légionnaire polonais, installé à la station-service frontalière du pont sur la Ruzizi, s'amoncellent les fusils d'assaut FAL, R-5, AK-47, et même quelques vieux fusils Lee Enfield, tous confisqués aux FAR qui voulaient gagner le Zaïre.

Ces mêmes armes, répertoriées, numérotées, sont redistribuées à des forces de police recréées par le colonel Hogard pour rétablir l'autorité disparue. Ce sont les CRAP du REP qui sont chargés d'encadrer ces policiers et de vérifier qu'aucune exaction n'est commise. Le sergent-chef Martin, néo-zélandais, remet un FAL à un policier communal coiffé d'un béret jaune vif. « Tu ne tues personne inutilement, et demain je reviens compter les cartouches. Maintenant, signe le papier. »

Les CRAP du 2^e REP — avec une section de la 1/2^e REI, trois sections de la 3/13^e et deux sections de soldats tchadiens — vont procéder à une opération de ratissage tout près de la frontière zaïroise. Québec Alpha est l'indicatif du lieutenant Bariety, commandant la 3^e section de la 1/2^e REI. Peu avant l'aube, les VLRA déposent les sections qui s'alignent aussitôt. Un homme tous les dix mètres. Malgré les difficultés du terrain et le fouillis végétal, l'alignement est respecté. Québec Alpha, Papa Whisky, Juliet Golf... en avant ! Fox Alpha, l'indicatif des CRAP, boucle la route, et les Tchadiens ferment la nasse.

L'ordre de la Légion

A travers les bananiers, les légionnaires progressent ! Un grand Hongrois a enroulé la courte bande de son AA-52 autour de l'arme afin que les cartouches ne s'accrochent pas dans la végétation. La sueur perlant sur le front, un jeune Slovaque met genou à terre et protège de son FR-F2 deux légionnaires qui investissent une hutte. Images classiques rappelant d'autres guerres sous d'autres ciels...

Les premiers résultats ne se font pas attendre et, sur les rives de la Ruzizi, plusieurs suspects armés sont amenés sans ménagement. A midi, la jonction est établie avec les Tchadiens. Le bilan est positif. Une vingtaine d'armes sont capturées. Joyeux, les légionnaires remontent dans les VLRA.

« Ici, au moins, ce n'est pas comme à Sarajevo où on en prenait plein sur la gueule sans riposter », affirme un énorme Russe à l'accent épouvantable.

Les VLRA disparaissent, avalés par la poussière. En cette troisième semaine de l'opération *Turquoise*, l'« ordre légionnaire » règne entre la Ruzizi et la forêt de Nyunge.

POUR COMPRENDRE LE RWANDA

Il y a bien longtemps, Imana, le dieu des Collines heureuses, cherchait à qui confier le troupeau des vaches du Rwanda. Un soir, il descendit sur sa terre préférée et confia aux trois ancêtres des races du Rwanda une jarre de lait.

A l'issue d'une nuit, Imana revint sur terre et demanda à chacun des trois ancêtres ce qu'il avait fait de la jarre. Gahutu, le père des Hutus, en sortant de son premier sommeil, avait eu soif, avait bu le lait et s'était recouché. Gatwa, le Pygmée, s'était débattu dans son sommeil et avait renversé la jarre... la terre rouge en but le lait. Enfin, Imana trouva Gatutsi, l'ancêtre des Tutsis, accroupi auprès de la jarre et la veillant !

« Tu n'aimes donc pas mon lait ? demanda le dieu.

— Si, Seigneur, mais je me suis dit que tu reviendrais au Rwanda, notre si beau pays, et que tu aurais peut-être faim et soif ! Prends et bois, Seigneur ! »

Alors, Imana dit à Gatutsi : « Ganza ! Règne ! »

Cette fable explique en partie l'histoire tribale du Rwanda d'avant la colonisation. Venus d'Ethiopie au X^e siècle, les Batutsis, une caste de grands guerriers éleveurs à la morphologie nilotique (15 % de la population), s'imposèrent rapidement aux cultivateurs bahutus (85 % de la population), aux traits négroïdes, qui eux-mêmes avaient chassé les premiers habitants pygméïdes du Rwanda, les Batwas (1 %), qui servirent désormais d'hommes de main ou de parias.

Un équilibre féodal

Les trois peuples allaient « coexister » sous la houlette des Batutsis pendant un millénaire dans une sorte d'équilibre féodal où tous avaient leur place. Cette féodalité, exercée par un *mwami* (roi) qui gouvernait au nom des grands tambours, respectait l'être humain. Les *mwamis* du Rwanda ne vendront d'ailleurs jamais leurs sujets aux trafiquants arabes, comme cela se faisait dans le reste de l'Afrique. Les Rwandais ont toujours évolué dans un monde magique qu'aucune colonisation, christianisation ou industrialisation ne pourra contrebalancer. Significativement, le Mututsi ne redoute pas les forces obscures. Et le pouvoir est partagé au sein d'un système pyramidal composé de treize familles fidèles au *mwami* et qui comprennent des Tutsis, des Hutus et même quelques Batwas. Les armées ne sont pas l'apanage des Batutsis. Les Batwas sont de précieux auxiliaires, et des unités spécialisées de guerriers et de forgerons abacuzi de race hutu fabriquent lances et flèches, et initient à la forge les jeunes guerriers

de l'Interero. Pour récompenser les braves, on les anoblit en leur offrant une vache; ils deviennent des *abagaragu* ou « gardiens de vache noble ». Un Hutu peut ainsi accéder à un certain statut social. Comme chez les Zoulous, les vaches ont une importance capitale et les *inyambos* (vaches royales) sont l'objet des soins les plus attentifs des aèdes de la cour...

En mai 1896, l'explorateur allemand von Götzen prouve aux sorciers du *mwami* Rwebugiri que leurs incantations ne peuvent changer les balles en courants d'air. Une seule salve de Mauser tirée



Ci-dessus. Au cours des derniers jours du gouvernement hutu, après la prise de Kigali par le FPR, les FAR entraînaient encore des recrues équipées de fusils en bois. Moins de quarante-huit heures plus tard, ces hommes seront réfugiés au Zaïre.

(Photo José Nicolas)

par les ascaris de Zanzibar couche huit guerriers tutsis et met le pays des Mille Collines sous protectorat du Kaiser.

Après le Reich, la Belgique

En mai 1916, les soldats congolais, sous commandement belge, s'emparent de Kigali, la fin de la *Deutsche Ost-Afrika* est proche, et le Rwanda amputé de plusieurs provinces est confié par la Société des nations à la petite Belgique. Les Belges gèrent le Ruanda-Urundi selon les principes de Lyautéy au Maroc — le maréchal est d'ailleurs un grand ami du roi Albert et ses principes d'administration indirecte sont appliqués dans le protectorat. C'est au roi chevalier que les *mwamis* du Rwanda doivent de garder leurs tambours, mais l'Etat colonial, l'Eglise et la mytholo-

gie tutsi cohabitent étrangement dans le Rwanda de l'avant-guerre. En 1931, le *mwami* Musinga est destitué par les Belges plus pour avoir voulu maintenir son droit de vie et de mort sur ses sujets plutôt que pour avoir piétiné un chapelet et un médaillon de la Vierge.

Un des soixante-dix fils de Musinga, Mutara III, est choisi comme *mwami*. Il n'a pas d'enfants et meurt à Bujumbura, en juillet 1959, de mort naturelle... mais considérée surnaturelle par les mages Abiru détenteurs des secrets du royaume, car la mort d'un roi à l'étranger constitue un mauvais présage.

Désormais, les jours du Rwanda féodal sont comptés et les Belges — exécutants des volontés de l'ONU — annoncent la tenue d'élections au suffrage universel : un homme, une voix... Cependant, dans leur sagesse, les Belges prônent des élections à plusieurs degrés. Le processus est lancé. Des prêtres de gauche et des syndicalistes flamands vont influencer sur l'avenir du Rwanda et exciter les Hutus en leur parlant de futures réformes agraires.

La carte des Hutus

Le 1^{er} novembre 1959, un des seuls sous-chefs *muhutus*, Dominique Mbonyumutwa, est molesté par quelques jeunes Batutsis à la sortie de la messe. L'événement est amplifié et la population hutu crie au meurtre. Le très efficace téléphone de brousse et les tam-tam font circuler les rumeurs les plus folles. Aussitôt, le signal du massacre est donné. Des milliers de huttes sont en flammes. Des dizaines de Tutsis sont massacrés à coups de machette et de serpe. Les petits Hutus leur coupent les jambes, y enfoncent des bâtons et forcent ainsi les grands Tutsis à marcher sur leurs moignons. Cette « Toussaint Rouge » verra un premier exil de Tutsis vers l'Ouganda et le Congo. Sur le dos de sa mère, un certain Paul Kagamé franchit ainsi la frontière. L'ordre est rétabli par le colonel belge Guy Logiest, venu du Congo voisin avec le 3^e groupement de la force publique du Congo belge.

Cet officier pragmatique, conscient que la Belgique ne s'accrochera pas à son empire colonial, va préparer la succession en jouant la carte des Hutus. Pour lui, un futur pays ne peut plus être dirigé par la caste des Abanyiginya qui entoure le *mwami* Kigeri V.

Maître absolu du pays pendant trois ans, le colonel belge créera un embryon d'armée et s'appuiera sur le Hutu Grégoire Kayibanda, journaliste de Gitarama, qui à la dictature féodale des Tutsis veut imposer le pouvoir absolu des cultivateurs en prônant ouvertement l'extermination de l'ancienne caste dirigeante. Ainsi, les Bahutus vont peu à peu oublier la protection dont ils avaient bénéficié au sein des lignages des Batutsis.

Juste avant l'indépendance du Rwanda, tout le monde est pressé : les Tutsis de se débarrasser des Belges et de tuer dans l'œuf toute velléité de démocratie hutu, et les Hutus de prendre les terres, les vaches et les femmes des colons

tutsis. Avant les élections législatives et le référendum sur la royauté de septembre 1961, le colonel Logiest remplace des dizaines de fonctionnaires par des hommes neufs — des Bahutus ou des Batutsis — favorables aux idées de démocratie.

Des occasions de tuer des Tutsis

Les Tutsis vont bien sûr perdre ces élections. Mais dès le 28 octobre 1961, un coup d'Etat militaire, supporté par le colonel Logiest, met en place Grégoire Kayibanda qui aussitôt abolit la royauté et se déclare président de la République. Les fêtes de l'indépendance eurent lieu le 1^{er} juillet 1962.

Quelques actions ponctuelles et sans lendemain de guerriers tutsis isolés — nommés *Inyenzi* (cancelrats) à cause de leur inexpérience — donnent aux Bahutus extrémistes les occasions dont ils rêvaient de « casser » du Mututsi. Plusieurs vagues de violence, dont celle de 1964, emportèrent un grand nombre de Tutsis dans la mort ou l'exil. Le président Kayibanda avait réussi à briser Impfura, l'esprit de noblesse des Mille Collines.

Dans la nuit du 3 au 4 juillet 1974, un coup d'Etat met au pouvoir Juvénal Habyarimana, un Hutu, qui dans un premier temps va vouloir faire table rase du passé et entamer une sérieuse politique de réconciliation nationale.

Comparé au Zaïre voisin, le Rwanda, véritable potager en altitude, est prospère, et les Belges ont merveilleusement développé le pays. La France s'y intéresse également et signe un pacte mutuel de défense. Juvénal Habyarimana, ami personnel de François Mitterrand, semble avoir bien retenu les leçons du sommet de La Baule sur la démocratisation de l'Afrique... Pourtant, la réalité est tout autre. Au fil des ans, par l'intermédiaire de sa famille et de ses alliés, le président rwandais s'est forgé un outil de dictature avec le Mouvement rwandais pour la révolution et le développement, qui place le pays sous sa

coupe. Les milices de ce parti et celles d'un autre parti hutu extrémiste se feront tristement remarquer sous le nom d'*Interahamwe* (« ceux qui attaquent ensemble »).

L'Ouganda comme base arrière

Durant toutes ces années d'exil, les Tutsis ne sont pas restés inactifs. Une véritable diaspora s'est créée, et l'intelligence, la finesse et le sens de la diplomatie ont valu à ces exilés bon nombre de postes clefs en Afrique, en Europe et aux Etats-Unis.

Alors qu'au Rwanda les Tutsis sont volontairement maintenus au bas de l'échelle sociale, la diaspora va s'imposer en Ouganda où elle entretient des liens tribaux avec les Bahimas.

Dans un premier temps, des intellectuels, mais également des hommes d'action tutsis, se réunissent en 1982 à Nairobi pour fonder le FPR (Front patriotique rwandais). Parmi eux, Museveni et Kagamé.

Museveni allait vite devenir une figure de légende en aidant le marxiste Obote à reprendre le pouvoir en Ouganda au sinistre Idi Amin Dada. On raconte que Museveni, déguisé en mendiant et vêtu à la manière d'un fou, se fit admettre dans le palais d'Idi Amin Dada et qu'il récupéra ainsi des plans secrets. Pour le remercier, Obote le fit emprisonner. Museveni fut délivré par de jeunes Bahimas aidés de Tutsis, et il prit le pouvoir en Ouganda en 1986. Il entreprit de reconstruire le pays et n'oublia pas Paul Kagamé, un Tutsi, qui devint chef d'état-major de l'armée ougandaise et qui passa même les épreuves de l'école de guerre américaine...

Kagamé entreprit patiemment de faire du FPR le bras armé de la reconquête tutsi.

Le génocide commence

En 1990, il était prêt et lança ses troupes particulièrement disciplinées à l'assaut de Kigali. Une première intervention franco-belge, appuyée par la garde présidentielle de Mobutu, sauva la mise du président Habyarimana. Les soldats zaïrois saccagèrent le nord du pays et leur seul combat sera un désastre, à Gabiro, où deux cents des leurs sont tués. La répression est féroce et les grands pasteurs bagoqwe des flancs du volcan



Ci-dessus. Sur la frontière zaïroise, un soldat des FAR attend les ordres d'un état-major en retraite. Bien que certaines unités aient bien combattu, l'expérience du FPR et le manque de munitions ont fait la différence. (Photo Yves Debay)

Au centre. L'insigne des paras-commandos des FAR. (Photo Thierry Charlier)

Iburunga sont massacrés par les sbires du président rwandais. En octobre 1993, les FAR (Forces armées rwandaises), avec l'aide de la France, bloquent une nouvelle offensive, mais le président rwandais doit désormais partager le pouvoir. Les accords d'Arusha (1993) autorisent l'implantation d'une garnison FPR à Kigali. La paix est là, mais pourtant chacun prépare la prise du pouvoir. Des listes d'hommes à abattre commencent à circuler dans chaque camp. Le 6 avril, le Falcon du président Habyarimana est abattu par un missile sol-air. Ce geste déclenche la fureur des *Interahamwe* qui massacrent systématiquement les Tutsis et les Hutus modérés.

Ce génocide coûtera la vie à plus de 500 000 personnes. De son côté, le FPR passe immédiatement à l'offensive et investit Kigali où il possède déjà des forces. La France lance l'opération *Amaryllis* pour évacuer ses ressortissants, mais ne participe pas aux combats. Les FAR, gênées par l'embargo décidé par l'ONU suite aux massacres, ne peuvent faire face aux combattants du FPR bien entraînés, disciplinés et bénéficiant d'une logistique venue d'Ouganda.

Au début du mois de juillet 1994, Kigali, Butare, Gitarama et Gisenyi vont tomber aux mains du FPR. Lors de l'opération *Turquoise*, la France crée une « zone humanitaire sûre » dans ce qui reste du territoire rwandais.

L'orage menace toujours

Un cessez-le-feu est signé et les troupes africaines de la MINUAR remplacent les soldats français. Sur le terrain, rien n'est résolu : le FPR gouverne un pays vide où les moissons périssent sur pied, trois millions de Hutus sont réfugiés en zone humanitaire ou au Zaïre dans des conditions précaires. Par peur des représailles, ces réfugiés, travaillés par la propagande de l'ancien gouvernement, n'osent rentrer au pays. Un Rwandais sur dix a péri lors des derniers événements, et l'orage menace toujours le pays des Mille Collines.

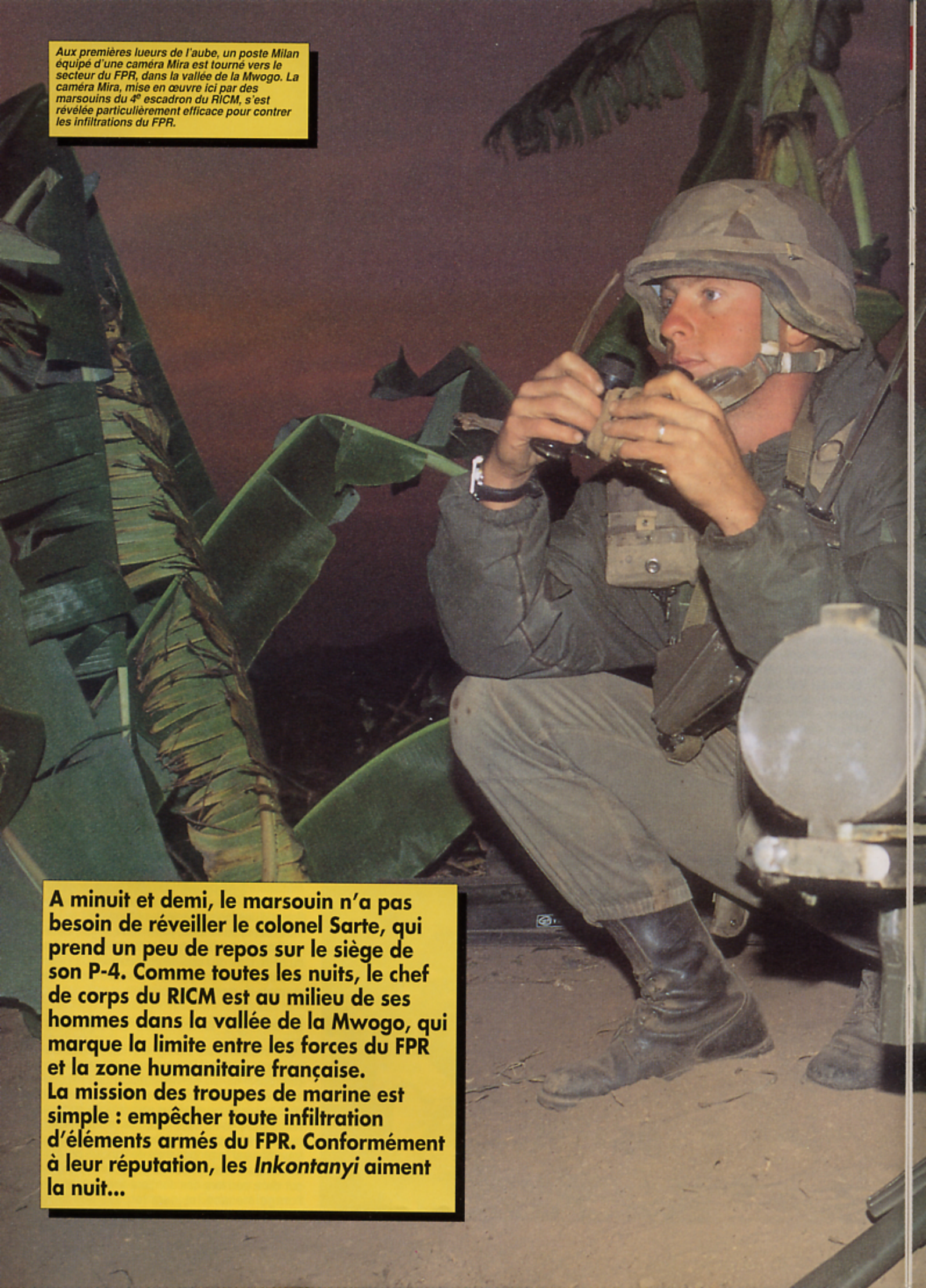


Ci-dessous. Dans un camp d'orphelins rwandais sur la frontière avec le Zaïre, un membre des FAR assure la garde, après une retraite en bon ordre avec ses camarades. (Photo José Nicolas)



Aux premières lueurs de l'aube, un poste Milan équipé d'une caméra Mira est tourné vers le secteur du FPR, dans la vallée de la Mwogo. La caméra Mira, mise en œuvre ici par des marsouins du 4^e escadron du RICM, s'est révélée particulièrement efficace pour contrer les infiltrations du FPR.

A minuit et demi, le marsouin n'a pas besoin de réveiller le colonel Sarte, qui prend un peu de repos sur le siège de son P-4. Comme toutes les nuits, le chef de corps du RICM est au milieu de ses hommes dans la vallée de la Mwogo, qui marque la limite entre les forces du FPR et la zone humanitaire française. La mission des troupes de marine est simple : empêcher toute infiltration d'éléments armés du FPR. Conformément à leur réputation, les *Inkontanyi* aiment la nuit...



AVEC LES MARSOUINS FACE AU FPR



Ci-contre. Une mission typique de la « Colo » assurée par les marsouins de la 1^{re} compagnie du 3^e RIMA : une patrouille dans un camp de réfugiés au sud de Gikongoro. A l'arrière, le paysage du Rwanda, si important dans son histoire... En cas de crise, les rumeurs les plus folles circulent de collines en collines.

Ci-dessous. Voici l'équipage type d'un P-4 CRO (commandement de recherche opérationnel) du RICM, équipé de casques composites Spectra. La puissance de feu est redoutable : quatre FAMAS, des grenades à fusil, un LRAC et une mitrailleuse de 7,62... et en cas de problème, l'équipage du P-4 peut faire « boule de feu ». Ce type d'équipe légère est parfaitement adapté au combat de rencontre sur les pistes africaines et l'introduction progressive de la Minimi accroîtra encore la puissance de feu. En Afrique, un lance-roquettes léger du type LAW ou RPG-18 jetable serait peut-être mieux adapté que le très efficace, mais encombrant, LRAC de 89 mm.

Le colonel Sarte et ses marsouins aussi. Ce n'est pas pour rien que le colonel Sarte a pour indicatif radio « Chouette », l'oiseau sacré des Athéniens, symbole du combat nocturne. A une heure pile, six obus éclairants sont tirés par les mortiers de 120 mm du 11^e RAMa.



Descendant lentement au bout de leurs parachutes, les projectiles inondent d'une lumière glauque la ligne de crête, côté FPR.

Sans arrêt en mouvement

Planqués dans les bananiers, deux marsouins, tous deux caporaux-chefs et Aveyronnais, profitent de l'aubaine et observent les positions ennemies avec la caméra Mira installée sur le poste Milan. Chaque nuit, ils changent d'emplacement et, par binôme, se relaient toutes les heures. Le 4^e escadron du prestigieux RICM nomadise ainsi tous les soirs dans la vallée de la Mwogo et, cette nuit, une fois de plus, il n'y a rien à signaler. Le colonel Sarte peut s'estimer satisfait, la détermination de ses marsouins, une semaine plus tôt, s'est révélée payante. Le FPR respecte désormais la puissance de feu française et a renoncé à entrer de force dans la zone humanitaire décrétée lors de l'opération *Turquoise*.

Pourtant, deux semaines plus tôt, rien n'était joué. Le 16 juillet, le colonel Sarte, à la tête





des 1^{er} et 4^e escadrons du RICM et appuyé par la 1^{re} compagnie du 3^e RIMa, reçoit l'ordre de faire mouvement vers le nord-est afin de protéger la ville de Kibuye.

Au milieu d'un flot ininterrompu de réfugiés et de soldats rwandais désarmés, les AML-90 et les équipes CRO (commandement de recherche opérationnel) sur P-4 foncent vers le village de Birambo. Il faut localiser le FPR, et c'est le 1^{er} escadron du RICM sous le commandement du capitaine Bucquet qui reçoit cette mission. Ce sera donc un combat de rencontre, et nul ne sait quelle sera la réaction du FPR. Au col de Ndaba, près d'une petite chapelle, a lieu le premier contact, et il est plutôt chaud : deux heures de tir, 14,5 mm et mortiers, qui font un blessé léger côté français. Devant cet accueil, les marsouins effectuent un léger repli. Ils ne sont pas là pour faire la guerre au FPR, mais pour créer une zone humanitaire.

A quatre heures du matin, dans un secteur voisin, deux P-4 et deux AML reculent égale-



ment devant un fort déploiement des *Inkontanyi*, qui méritent ici sans arrière pensée le surnom péjoratif d'*Inienzy* (cafards) que leur donnaient les Hutus, tant ils excellent dans les infiltrations de nuit.

Devant, les AML « cartonnent »

L'explication définitive aura lieu le jour suivant, le 17 juillet, à Nyakabuy. A 17 h 30, le chef Maury donne l'ordre à l'équipage de son AML de casser la croûte. Ils n'ont qu'une demi-

Ci-dessus. Au Rwanda, après cinquante kilomètres de piste, pas besoin de crème de camouflage, comme le montre ce masque de poussière porté par un jeune marsouin de la 1^{re} compagnie du 3^e RIMa dans le sud du dispositif Turquoise.

Ci-contre. Evacuation rapide d'un VLRA par les marsouins de la 1^{re} compagnie du 3^e RIMa à la frontière du Burundi. Le casque Spectra a totalement changé la silhouette du soldat français. Notez l'insigne tactique de ce VLRA, qui n'appartient pas au 3^e RIMa, mais qui a été fourni par des troupes prépositionnées en République centrafricaine ou au Gabon.

Ci-contre. Cette AML-90 du 1^{er} escadron du RICM est en position dans un paysage typiquement rwandais, non loin du col de Ndaba, où ces véhicules ouvrirent le feu sur le FPR. Il s'agit sans doute d'un des derniers engagements des AML-90 de l'armée française, qui n'en possède d'ailleurs plus qu'une cinquantaine d'exemplaires prépositionnés en République centrafricaine, au Sénégal, au Gabon ou dans le Pacifique.

heure de clarté car, dans ces régions, le soleil se couche tôt. Le peloton est composé de deux P-4 et de deux AML. Avant la nuit, le chef de détachement décide de mener une dernière reconnaissance et tombe sur une troupe de soldats tutsis progressant en colonne par un.

Aussitôt, l'officier français leur intime l'ordre de stopper, car ils sont en zone *Turquoise*. Deux rafales lui répondent. En ripostant avec son AA-52, le P-4 dégage à toute allure, tandis que les deux AML démarrent pour venir à son secours. Arrivés sur place, le FPR semble s'être volatilisé. Un autre peloton arrive. A 21 heures, trois salves de six coups de mortiers de 81 mm s'abattent sur les positions françaises. Extrêmement précises, elles ne blessent heureusement personne.

La 3^e batterie du 11^e RAMa, commandée par le capitaine Loiacono, entre alors en action. Ce vétéran de Sarajevo sait régler ses tirs et il mélange explosifs et éclairants. A la lueur de ces derniers, les quatre AML « cartonnent » sur les silhouettes qui essaient de s'infiltrer dans les bananeraies.

Conformément à leurs tactiques, les guerriers tutsis essaient de déborder par l'est, mais le secteur est tenu par des marsouins qui repèrent les assaillants avec leur caméra Mira. Ils les engagent au LRAC de 89 mm. Les mortiers de 120 mm sont également sollicités et un coup heureux tombera droit sur un groupe de rebelles. C'en est trop pour les hommes du FPR qui décrochent en bon ordre. Dix-neuf combattants tués, c'est beaucoup pour le mouvement tutsi, soucieux de la vie de ses hommes.

Une mission dans les traditions de la « Colo »

Le cessez-le-feu sera signé à la fin du mois, mais ne signifiera pas pour autant que le travail des troupes de marine est terminé. En effet, tout comme pour la Légion au sud-ouest, il faut restaurer l'ordre, empêcher toute infiltration et préparer la venue des contingents de la MINUAR II. A Gikongoro, le colonel de Stabenrath, commandant en second du régiment, s'attelle à cette tâche avec toute la rigueur mais aussi la décontraction qu'affichent les troupes de marine.

Quelque 500 000 réfugiés peuplent la zone. Sur place vivent également 500 000 Rwandais dont les chefs ont fui à l'approche du FPR. Ce million d'hommes voit dans le colonel français la seule autorité sur laquelle ils peuvent compter, et sans arrêt l'officier est sollicité. Plus d'une fois, il répondra avec beaucoup d'humour : « *Je ne suis pas un nouvel administrateur colonial.* »

Les marsouins, tout comme les légionnaires, vont devoir improviser une administration et une police locales, et nommer des bourgmestres et des préfets, même provisoires, afin d'essayer de relancer l'économie d'un pays traumatisé. Assisté du commandant



Pegouvelo qui connaît remarquablement le pays, le colonel de Stabenrath reconstruit administrativement la région de Gikongoro...

En fait, une mission bien dans les traditions de la Colo. Il faut bien sûr négocier avec le FPR, et l'une de ces rencontres permet au colonel de Stabenrath de rencontrer le major Wilson, une figure du FPR. Le rendez-vous est donné au pont de la Mwogo.

Toujours une certaine tension

Deux P-4 bourrés de marsouins restent en appui du côté ouest du pont, alors que nous

le traversons avec notre propre véhicule. Les gardes du pont, deux Tutsis récemment recrutés, préviennent par radio leur chef. On devine sous les feuillages le canon d'une arme automatique. Nous attendons. Enfin, un gros *pick-up* Peugeot couvert de combattants armés jusqu'aux dents apparaît.

Dès que le véhicule superbement camouflé s'arrête, les hommes jaillissent sans un mot et se mettent en position, deux armes automatiques, un Bren et un RPD, couvrant le tout. Chacun de nous a un ange gardien. Une certaine tension règne et les deux marsouins d'escorte ont le doigt sur la queue de détente de leur FAMAS. Le major Wilson s'avance



alors. C'est le Tutsi type, long et mince, aux traits fins et au port royal. Il porte une tenue américaine fraîchement repassée et s'exprime dans un anglais impeccable, quoique connaissant sans doute le français. De temps en temps, un léger sourire est perceptible sur son visage. C'est visiblement un « seigneur » qui dialogue avec le colonel de Stabenrath. Ce dernier connaît d'ailleurs bien le général Kagame, artisan de la victoire du FPR, puisqu'ils ont « fait » ensemble l'école de guerre américaine. Si les tenues des gardes du corps sont plus disparates que la tenue Woodland de leur chef, les armes — AK-47 chinoises et quelques R-5 — sont soigneusement entre-

tenues. Plusieurs chargeurs sont scotchés tête-bêche.

Plus au sud, le secteur relève du capitaine Lecointre qui, lieutenant à Al Salman, avait participé au fameux assaut sur « Rochambeau ». Ce grand officier, cheveux ras et pipe presque en permanence à la bouche, commande la 1^{re} compagnie du 3^e RIMa dénommée « les Forbans ». Surprise en pleine jungle gabonaise par l'ordre de mouvement, la compagnie arrive dès le début du mois de juillet à Goma, où les marsouins perçoivent leurs VLRA venus de Centrafrique ainsi que des gilets pare-éclats et des casques lourds composites. Quelques jours plus tard, c'est l'accro-

chage décrit plus haut à Nyakabuy... Depuis, la compagnie a fait un grand mouvement vers le sud et nomadise à la frontière du Burundi. Les missions sont les mêmes que pour toutes les troupes impliquées dans l'opération *Turquoise* — « extraction » de Tutsis et de Hutus modérés menacés, arrêt des infiltrations armées, lutte contre le banditisme et protection des réfugiés.

Partout, des réfugiés

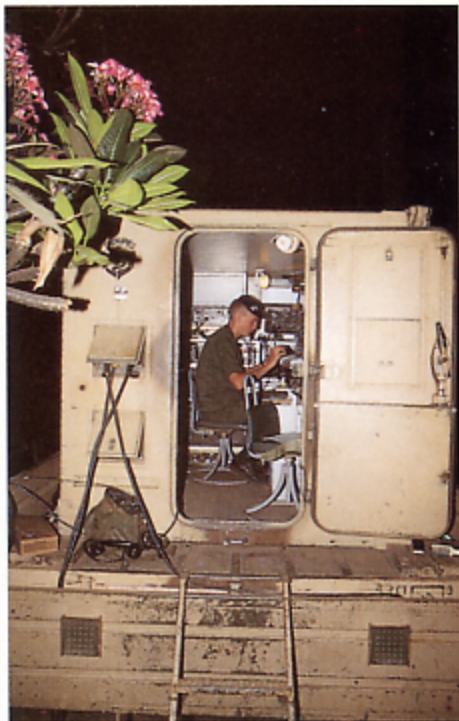
En soulevant des nuages de poussière, deux VLRA et deux P-4, bourrés de marsouins casqués, foncent sur la piste qui serpente



Ci-dessus, à gauche. Deux P-4 d'un CRO du 1^{er} escadron du RICM foncent sur la route Gikongoro-Butare. L'insigne du RICM est bien visible, ainsi que le coupe-câble. Le peloton du RICM se compose en général de deux P-4 et de deux Sagaie, AMX-10 RC ou AML, mais ici les P-4 opèrent isolément. Cet escadron sera engagé lors du combat de Nyakabuy.

Ci-dessus, à droite. Tard dans la nuit, les marsoins de la compagnie de transmissions du 9^e RCS (Nantes) travaillent sous un grand frangipanier, à Kibuye. Le rôle de ces soldats, trop souvent oubliés par les médias, est pourtant vital dans le fonctionnement d'une opération comme Turquoise.

Ci-dessous. Les mortiers de 120 mm de la 3^e batterie du 11^e RAMA en position face au FPR. Le professionnalisme de ces artilleurs a permis à plusieurs reprises de stopper net les incursions des rebelles.



entre les collines couvertes de huttes de branchage... et de réfugiés.

« Il y en a 500 000 sur la zone. Ici, cela va à moitié, le pays est riche et il y a de quoi les nourrir. De plus, comme nous avons sécurisé la zone, les humanitaires peuvent commencer à travailler. Mais si nous partons et qu'une fausse rumeur les fait paniquer, ils vont tous se retrouver à Bukavu, et là ce sera l'horreur.

« Turquoise a permis d'éviter ça. J'espère que nos remplaçants ghanéens pourront remplir la même mission. Les Américains leur ont donné des M-113 pas du tout adaptés à la région. Avec les pluies qui vont arriver, les pistes vont se transformer en borbier et les petits ponts de rondins risquent de céder sous

les M-113 », nous dit le capitaine Lecointre. Le P-4 s'est à peine arrêté pour faire le point qu'une nuée de gosses entourent les hommes au béret bleu frappé de l'ancre d'or. « Bienvenue, donnez-moi un biscuit s'il vous plaît », lancent une dizaine de voix dans un français impeccable et un peu chantant.

Pour la dixième fois de la journée, le marsoin Laurent, un Beur d'Epinal, et le caporal Dela, un solide Ardennais, plongent dans leurs rations et tendent le pain de guerre vers les dizaines de petites mains noires. Cette image, montrant des soldats d'élite bien armés et distribuant des vivres à des enfants meurtris par la guerre, est tout le symbole de l'opération Turquoise. Les troupes de marine ne pouvaient qu'y participer. □



La MINUAR I — Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda —, créée le 5 octobre 1993 et composée sur le papier de 2 519 soldats appartenant à 23 pays, avait totalement failli à sa mission, puisqu'elle n'avait pu s'interposer entre FAR et FPR, et surtout elle s'était montrée impuissante à empêcher les massacres.

Le 17 mai 1994, alors que plus d'un tiers du pays est aux mains du FPR, le Conseil de sécurité autorise le déploiement d'une force de 5 000 hommes — le principe de la MINUAR II est ainsi officiellement adopté —, afin de protéger les réfugiés et de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. Cependant, entre la réalité du terrain où le FPR progresse rapidement et New York, le fossé est de taille. Les contingents africains montrent peu d'empressement à rejoindre le chaudron rwandais ou alors ne sont pas prêts. L'idée politique de la France sera d'imposer l'opération *Turquoise* à l'ONU et d'y faire admettre ses alliés africains.

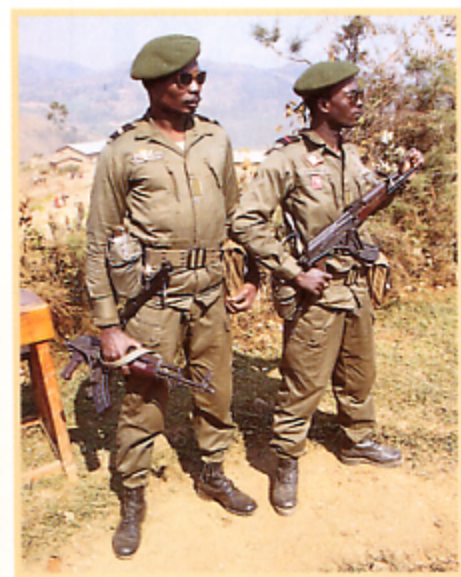
LA MINUAR II



Ci-dessus. Ce soldat ghanéen est en position derrière la 12,7 mm de superstructure montée sur un M-113. S'il est incontestable que le Ghana possède une expérience des opérations de l'ONU, ses soldats, ne parlant pas le français, n'ont pas réussi à provoquer une certaine confiance chez la population rwandaise, et de ce fait hésitent à sortir de leur campement pour patrouiller... Autre problème, les M-113 ne sont pas adaptés aux routes du pays.



Ci-contre. Autres guerriers possédant une expérience du combat, les Tchadiens... vus ici avec chapeaux de brousse, treillis français et Kalashnikov chinoises flambant neuves. Cette arme est particulièrement adaptée aux soldats africains.



Ci-dessus. Équipés de treillis neufs et de leurs AK-47, ces parachutistes congolais ne manquent pas d'allure et contrastent avec le laisser-aller des troupes zairoises stationnées à Goma. Ces parachutistes, commandés par un capitaine issu de Saint-Cyr, porteront assistance aux populations rwandaises du sud de Kibuye.

Le 5 août, 243 Sénégalais, 10 Mauritiens, 132 Tchadiens, 7 Egyptiens, 40 Congolais, 35 Guinéens (Bissau) et 43 Nigériens sont intégrés à l'opération *Turquoise*, tandis que les premiers des 500 Ghanéens de la MINUAR II se positionnent au sud de Gikongoro. Dans un premier temps, sur le terrain, les réfugiés hutus ne font pas confiance à la MINUAR II. Le seul nom, déjà, leur rappelle la passivité de la MINUAR I, assimilée à une aide aux Tutsis. De plus, le Hutu moyen se méfie terriblement des soldats noirs anglophones parlant la même langue que le FPR. Les Noirs francophones ayant participé à *Turquoise* ne seront acceptés dans la MINUAR II qu'à la mi-août 1994, le FPR les ayant dans un premier temps rejetés.

Pourtant, après le départ des Français, seuls les Sénégalais, Congolais, Guinéens, Tchadiens et Nigériens paraissent disposer d'un petit capi-



Ci-dessus. Équipés de FAMAS, ces soldats sénégalais s'apprent à partir en patrouille. Certains de ces hommes ont déjà participé à des missions d'interposition au Liban et au Liberia, et furent attachés à l'USMC durant la guerre du Golfe. Rustiques et solides, héritiers de traditions guerrières, les Sénégalais ne manquent pas de mordant au combat.

*Ci-contre. La Guinée-Bissau et l'Égypte furent les seuls pays non francophones à fournir un contingent à l'opération *Turquoise*. Ces fusiliers marins guinéens sont équipés « à la française », à l'exception de la casquette « style Bigeard » héritée des Portugais. Très fiers de participer à *Turquoise*, les soldats africains mettront beaucoup de bonne volonté à remplir leurs missions.*



tal de confiance auprès des réfugiés hutus. Il semble heureusement que les choses s'arrangent et de nouveaux contingents sont attendus. Les plus importants seront fournis par le Ghana (822 hommes), la Grande-Bretagne (499), le Canada (394), l'Éthiopie (271), auxquels il faut ajouter des troupes du Malawi, de la Zambie et du Zimbabwe, supportées par un fort contingent australien chargé du génie, de la logistique et de l'aide médicale. La MINUAR II sera commandée par le général canadien Tousignant. □ 31

LES COMBATTANTS DU FPR KHMERS NOIRS OU GUERRIERS D'ÉLITE ?



Ci-dessus. Paul Kagamé, le véritable chef et stratège du FPR. Bon tacticien, il a su exploiter toutes les défaillances de ses adversaires et se servir à bon escient de l'aide ougandaise et des médias occidentaux.
(Photo Thierry Charlier)

En moins d'un mois, ces guerriers revenus d'exil vont étonner le monde en s'emparant des trois quarts du Rwanda après une série de combats contre les Forces armées rwandaises. Certains journalistes les compareront même aux Vietcongs, ce qui semble exagéré. Toutefois, il est certain que les soldats du FPR ont visiblement impressionné les paras-commandos belges et certains officiers français par leur discipline, leur calme et leur art du combat.

Si l'existe d'authentiques guerriers en Afrique comme les Tchadiens, les Sénégalais, les Lundas du Katanga ou les Zoulous, il faut reconnaître que la plupart des armées africaines sont plus orientées vers le pillage et le massacre des populations sans défense que vers la *Blitzkrieg*.

Dans les camps de l'Ouganda

En Afrique, trop souvent hélas ! recevoir un uniforme, c'est obtenir un droit de racket... l'entraînement et l'entretien du matériel étant des choses tout à fait secondaires pour le soldat noir.

Pourtant, l'expérience des armées coloniales a prouvé que, bien encadré et formé, le soldat africain peut être un lion. Les tirailleurs sénégalais (venus de toute l'Afrique noire française) et les *King African Rifles* l'ont montré de la boue des tranchées aux jungles de Birmanie.

Les *Inkontanyi* — du nom d'un sabre que les guerriers tutsis portaient autour du cou — sont les combattants du FPR. Ils n'ont plus rien à voir avec les *Inienzy* (cafards) de 1964 (lire l'encadré page 22).

Au sein de la légion rwandaise de la NRA (armée nationale de résistance) ougandaise de Yoweri Museveni, les cadres tutsis ont connu l'expérience du feu lors de la guerre entre l'Ouganda et la Tanzanie. Les hommes du rang, quant à eux, semblent avoir subi un entraînement de fer dans les camps de l'Ouganda. On y voit incontestablement la trace d'instructeurs venant des meilleures unités anglo-saxonnes. Et des rumeurs prétendent que d'anciens cadres des SAS anglais ainsi que des SAS australiens — travaillant pour de nébuleuses sociétés — sont passés par les camps ougandais.

Une relative discipline de feu

Durant les combats contre les FAR, le FPR fera deux choses que la plupart des armées africaines dédaignent : s'enterrer très rapidement dès qu'une position est conquise, et surtout se battre de nuit. Au combat, plutôt que de tirer partout et en dépit du bon sens, les *Inkontanyi* respectent la discipline de feu et ne répugnent pas au corps à corps, à l'instar de leurs grands ancêtres de l'*Inkota* (armée royale tutsi).

Les bases de feu sont judicieusement employées, et un bref mais efficace matraquage est effectué avant l'assaut par des 106 mm sans recul, quelques BM-21, des lance-roquettes multiples chinois du type 63, des pièces KPV de 14,5 mm et des bitubes de 23 mm ZPU, ainsi bien sûr que par des mortiers de 82 et 120 mm. Tout ce matériel provient de l'armée ougandaise et de stocks rachetés par la diaspora tutsi ou donnés par des pays « amis ».

Les hommes du rang étaient quant à eux armés de Kalashnikov toutes neuves, mais on parle également d'importants stocks de munitions et d'armes légères payées par les Etats-Unis et initialement destinées à la guérilla dans le sud du Soudan. Autre information à prendre au conditionnel : quelques lance-missiles Stinger auraient été capturés en 1993 par les FAR. Il est en tout cas incontestable que deux hélicoptères rwandais et qu'un appareil de reconnaissance ont été abattus, sans doute par des Stinger, lors des combats de 1990 et 1993. De plus, des missiles air-air portant des inscriptions latines auraient été récupérés par les FAR. Il n'est donc pas impossible que la garnison du FPR basée dans le bâtiment du CND à Kigali ait disposé de quelques-uns de ces missiles, et que l'un d'eux ait pu être employé contre l'appareil du président Habyarimana...

Des conseillers blancs

Sur le terrain, la tactique du FPR sera simple. Fixer les FAR qui à tous les coups tomberont dans le panneau en déclenchant un déluge de feu, et ensuite déborder par une des ailes, et de préférence la nuit, pour enfin, après un court matraquage, donner l'assaut. Ce procédé a été plusieurs fois employé lors de la bataille de Kigali et démontrera un indéniable savoir-faire. Autre brillante action : le raid commando mené par le FPR sous un appui mortier pour délivrer des dizaines de Tutsis retenus en otages dans la cathédrale de Kigali. Certaines sources, très crédibles, font mention de la participation de mercenaires et de conseillers blancs au côté du FPR lors des combats pour la prise de Kigali. Une dizaine d'entre eux auraient été tués. De plus, les responsables militaires du FPR feront en général tout pour limiter les pertes au sein de leurs forces, qui n'auraient compté au maximum que 20 000 combattants (d'autres sources parlent de moins de 10 000 hommes). Un nouveau recrutement a bien sûr eu lieu lors de l'avancée des Tutsis parmi les rares rescapés des massacres, mais ces dernières recrues n'auront pas la valeur militaire des soldats formés en Ouganda.

Lors d'un rassemblement commémorant la victoire, dans le stade de Maraba, un homme blanc aux cheveux mi-longs, en camouflage britannique, fut aperçu au milieu des *Inkontanyi* enthousiastes. Un autre signe évident de la présence d'instructeurs blancs est la conscience professionnelle apportée aux transmissions radio. Tous les messages seront brefs, structurés et codés, et jamais le nom d'un village ne sera donné en clair.

Le soutien étranger au FPR

Le soutien logistique ougandais est lui clairement démontré. Une équipe de reconnaissance française surprindra, le 3 juillet, un hélicoptère armé Bell-212 de l'armée ougandaise en train de ravitailler en munitions des soldats du FPR à une cinquantaine de kilomètres de l'ouest de Butare.

Sur le terrain, les hommes du FPR se reconnaissent à leur discipline et leur extrême jeunesse. Ils sont souvent chaussés de grandes bottes en caoutchouc.

L'influence marxiste se fait sentir, puisque Kagamé et Museveni ont fait leurs premières armes avec les hommes du *Tanzanien Nyerere* et ceux

d'Obote, président ougandais, grand ami de la Chine et virulent membre des pays de la ligne de front 1.

Sans les idolâtrer, bon nombre de combattants du FPR admirent Robert Mugabe ou Nelson Mandela, et certains arborent des tee-shirts à l'effigie de Malcolm X... L'élite du FPR, quant à elle, refuse ouvertement toute filiation idéologique, mais critique bien sûr la France pour son soutien inconditionnel au président Habyarimana.

Concernant l'appui américain, il est désormais quasi officiel, et le nouveau gouvernement rwandais va sans doute recevoir la moitié des cinquante blindés M-113 prélevés sur les stocks américains d'Allemagne et destinés initialement à la MINUAR.

Des moyens insuffisants pour tenir le pays

Il est certain que le FPR, vainqueur, va se livrer à des règlements de compte, et trois cents Hutus auraient été tués à la houe dans le stade de Butare au mois d'août. Cependant, officiellement, les Tutsis ne peuvent commettre un massacre systématique, comme l'ont fait les Hutus trois mois plus tôt, car ils n'ont aucune puissance démographique et ne peuvent régner sur un désert.

Les grands Batutsis ont toujours regardé les Blancs de haut ; ils les appelaient les *Bazungu*, ceux qui prennent la place des autres, et ont toujours su s'en servir. Il en ira sans doute de même avec les Anglo-Saxons qui les ont aidés à récupérer le pouvoir. La francophonie a perdu une bataille, mais non la guerre. En agissant intelligemment et en prônant une réconciliation nationale, garantie par ce qui reste des FAR, la France, avec l'aide des Belges, peut espérer regagner le cœur des habitants du pays des Mille Collines.

De son côté, le FPR n'a guère le choix, car il n'a pas les moyens de tenir militairement le pays. Les *Inkontanyi* ont réussi une brillante campagne, probablement parfaitement planifiée, mais pourraient-ils faire face à une guérilla bénéficiant du soutien de 85 % de la population ? Tutsis et Hutus sont contraints de trouver une solution commune pour diriger leur superbe pays, sinon toute la région des Grands Lacs s'embrasera à nouveau ! □

1. Les pays de la ligne de front formaient, à partir de 1976, l'alliance marxiste du Mozambique, de l'Angola, de la Zambie et de la Tanzanie dirigée contre la Rhodésie et l'Afrique du Sud. Avec les changements intervenus en Afrique du Sud, en Namibie et au Mozambique, cette alliance a disparu.

Ci-dessous. Des combattants du FPR, dans leur tenue de combat classique, lors des affrontements autour de Kigali alors que les forces tutsis commencent à encercler la capitale rwandaise.

(Photo Thierry Charlier)





L'AUTOMITRAILLEUSE LEGERE PANHARD AML-90

Le petit véhicule de reconnaissance britannique Ferret donna toute satisfaction à l'armée française qui l'utilisa intensivement en Algérie. Cependant, le Ferret n'était armé que très légèrement d'une mitrailleuse de 7,62 mm. Aussi, dès 1956, l'armée française annonça son intention d'acquiescer un véhicule similaire mais équipé d'un canon. Le modèle étudié par la société Panhard fut adopté. Au total, ce furent 210 AML-90s pour l'armée et 45 AML-90s pour la gendarmerie qui furent livrées, dont les premiers exemplaires dès 1961. Depuis, l'AML-90 — et ses dérivés qui feront l'objet de fiches spécifiques dans les prochains numéros de *RAIDS* — est entrée dans la légende. Le blindé, dénommé « automitrailleuse légère », est devenu l'engin le mieux adapté de sa génération aux terrains difficiles de l'Afrique et du Proche-Orient, et constitue l'ossature de la plupart des forces blindées africaines.

En France, l'AML-90 a disparu des effectifs de l'armée de terre, mais reste en dotation dans les unités de réserve et se trouve être la monture des forces prépositionnées en Afrique noire.

Et plus de trente ans après son introduction, des AML-90 du RICM sont intervenues avec succès contre le FPR. Le



véhicule n'en était pas à sa première bataille, puisqu'il a fait ses preuves au combat au Maroc, au Tchad, en Angola, en Algérie, au Liban, en Mauritanie, au Soudan, au Yémen, en Israël, en Irak, en Rhodésie, au Venezuela, au Salvador... Et sa carrière n'est certainement pas terminée, comme l'ont prouvé les récents combats au Rwanda.

En haut. Un peloton d'AML-90 du 3^e escadron du RICM effectue une reconnaissance au Rwanda. Fiable et très maniable — malgré son âge —, cet engin blindé se révèle très performant en Afrique.

Ci-dessus. En position, l'une des AML-90 du 3^e chasseurs dans les plaines de Champagne. (Photos Yves Debay)



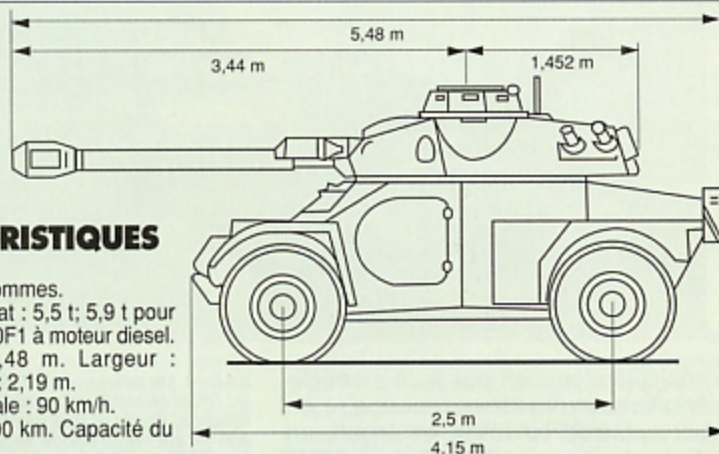
Ci-dessus. Deux AML-90 du 3^e chasseurs de la 12^e DLB effectuent une reconnaissance.

Ci-contre. Ces AML-90 du 5^e chasseurs sont en lisière de forêt dans les Alpes. Leur taille leur permet de se camoufler aisément, de surprendre l'adversaire, de tirer et de disparaître avant la riposte !
(Photos Yves Debay)



Description

L'AML se présente comme un gros véhicule à quatre roues doté d'une tourelle armée d'un canon de 90 mm. Une arme qui a vieilli, mais qui reste capable de détruire tout blindé lourd généralement rencontré sur les théâtres d'opérations où cet engin est déployé. L'équipage est de trois hommes : pilote, pointeur et chef de véhicule. Sa masse et son poids de 5 tonnes



CARACTERISTIQUES

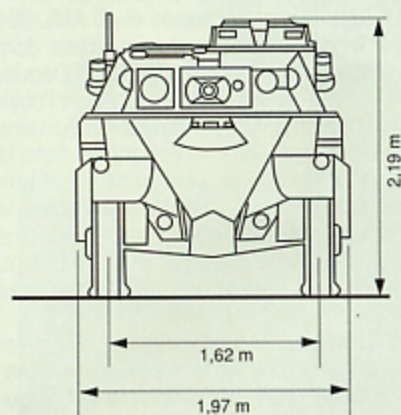
Equipage : 3 hommes.
Poids au combat : 5,5 t ; 5,9 t pour la version AML-90F1 à moteur diesel.
Longueur : 5,48 m. Largeur : 1,97 m. Hauteur : 2,19 m.
Vitesse maximale : 90 km/h.
Autonomie : 600 km. Capacité du réservoir : 156 l.

Pente : 60 %. Gradient : 30 %.

Moteur : Panhard modèle 4HD à essence, à 4 cylindres, développant 90 chevaux à 4 700 tours/minute.

Armement : un canon de 90 mm approvisionné à 20 coups ; une mitrailleuse coaxiale de 7,62 mm approvisionnée à 2 000 coups ; deux lance-pots fumigènes de chaque côté de la tourelle. Blindage : 8 à 12 mm mettant l'AML à l'abri des balles inférieures au calibre 12,7 et des éclats.

AML-90F1 DIESEL





Ci-dessus. Ces superbes AML-90 appartiennent au 1^{er} RHP de Tarbes. Ces engins ont connu les différents théâtres extérieurs où ont été déployés les hussards parachutistes, du Liban au Tchad.
(Photo Yves Debay)

Ci-contre. L'une des AML-90 de la 27^e division alpine, devenue 27^e DIM pour division d'infanterie de montagne. Particulièrement bien camouflé, cet engin est le seul capable de mener le combat mobile en montagne.
(Photo Eric Micheletti)

lui permettent de passer pratiquement tous les ponts de brousse. Les versions plus modernes sont remotorisées avec un moteur diesel Peugeot XD-3T et disposent de nouvelles optiques de tir, à l'instar de la tourelle AML-90 Lynx qui possède un équipement de vision nocturne et un télémètre laser. Affectueusement baptisée « le pot de yaourt » dans l'armée française, l'AML est unanimement appréciée pour sa rusticité qui en fait le blindé léger idéal sur les théâtres d'opérations extérieurs.

L'Afrique du Sud a construit sous licence, avec un nouveau moteur à essence, 1 300 AML dans différentes versions sous le nom d'Eland. En 1987, 4 812 AML avaient été construites et, si les chaînes de production sont à l'heure actuelle arrêtées, elles peuvent être relancées à tout moment.

L'AML-90 est en service ou a été utilisée dans les pays suivants : Argentine, Angola, Bahreïn, Bénin, Burkina-Faso, Burundi (AML-90 Lynx), Tchad, Cambodge, Ethiopie, Djibouti, Equateur, Salvador, France, Gabon, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Kenya, Malaisie, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigeria, Rwanda, Arabie Saoudite, Pakistan, Liban, Israël, Sénégal, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Togo, Tunisie, Emirats arabes unis, Venezuela, Yémen, Zaïre, Zimbabwe. □

LES FICHES DE RAIDS : L'AML-90

Différentes versions d'AML-90 en service dans le monde. Il faut savoir que presque 5 000 engins ont été produits, et de nombreuses AML-90 ont combattu sous toutes les latitudes.

1 - AML-90 Eland de l'armée sud-africaine. 2 - AML-90 de l'armée libanaise du général Aoun dans le port de Beyrouth. 3 - AML-90 de l'armée sénégalaise. 4 - AML-90 de la gendarmerie sénégalaise. 5 - AML-90 de l'armée mexicaine. 6 - Nouvelle version de l'AML-90 revalorisée et remotorisée. 7 - AML-90 Lynx, version diesel, en service dans l'armée française et au sein des forces armées du Kenya. 8 - AML-90 des forces armées royales marocaines.

(Photos Yves Debay, Eric Micheletti, SADF et Panhard)

